

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# Du partage des Biens Communaux

EN AUVERGNE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

ET

Étude sommaire de la question de la  
Révolution à nos jours

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 28 avril 1909 à 2 heures.*

PAR

EMMANUEL VIGIER

---

*Président : M. CHÉNON, professeur.*

*Suffragants : { MM. PLANIOL, } professeurs.  
                              BERTHELEMY, }*

---

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup> Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, DIRECTEURS

1909



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

# Du partage des Biens Communaux

EN AUVERGNE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

ET

Étude sommaire de la question de la  
Révolution à nos jours

~~~~~  
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 28 avril 1909 à 2 heures.*

PAR

EMMANUEL VIGIER

---



*Président : M. CHÉNON, professeur.*

*Suffragants : { MM. PLANIOL, } professeurs.  
                              BERTHELEMY, }*

~~~~~  
LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais  
Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup> Arr.

**L. LAROSE & L. TENIN, DIRECTEURS**

—  
1909

Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUCOC (Léon). — *Des sections de communes et des biens communaux qui leur appartiennent*, 1858, et 2<sup>e</sup> édition, 1864.
- BASMAISON. — *Coutumes du haut et bas pays d'Auvergne*, 1696.
- CHABROL. — *Coutumes d'Auvergne*, Riom, 1784, 4 vol-in 4<sup>o</sup>.
- DARU (Comte). — *Moniteur* du 1<sup>er</sup> avril 1848 : Discours.
- DENISART. — *Collection de décisions*, 9<sup>e</sup> édition, 1775.
- DUBROcq. — *Traité du partage des biens communaux et sectionnaires*, 1865.
- ESSUILES (Comte d'). — *Rapport sur les biens communaux ou traité politique et économique des communes*, 1770.
- GUY COQUILLE. — *Coutumes du pays et duché de Nivernais*.
- GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence*.
- ISAMBERT. — *Ancienne législation française*.
- LA POIX DE FRÉMINVILLE. — *Traité du gouvernement des biens des communautés d'habitants*, Paris, 1786.
- SALVAING. — *Traité de l'usage des fiefs*, 1731.
- TRAPENARD. — *Le pâturage communal en Haute-Auvergne*, 1904.
-



## INTRODUCTION

---

Les biens communaux couvrent en France une superficie de 4.316.310 hectares, dont 2.058.707 de bois, 1.620.503 de terres productives et 637.100 de terres improductives.

Dans ces chiffres les départements formés de l'ancienne province d'Auvergne figurent :

Le Cantal pour 24.557 hectares dont 15.222 de bois, 2.718 de terres productives, 6.617 de terres improductives.

Le Puy-de-Dôme pour 57.746 hectares dont 10.886 de bois, 28.708 de terres non boisées productives et 18.152 de terres improductives (1).

Ces chiffres statistiques montrent l'intérêt qui s'attache, pour la France en général, pour notre pays

(1) Ces indications sont extraites du *Rapport sur la situation financière et matérielle des communes en 1877*, par M. DE CRISENOY, Paris, Imprimerie nationale 1881. Nous n'avons pas les chiffres pour les parties de l'élection de Brioude qui furent versées dans le département de la Haute-Loire.

d'Auvergne en particulier, aux questions complexes que soulève cette forme spéciale de propriété. Ces questions sont de diverse nature : les unes historiques, les autres économiques et sociales. Les dernières visent le maintien, l'exploitation de ces biens, leur influence sur le chiffre et le bien-être de la population.

Il n'entre pas dans le plan de cette étude d'approfondir tous ces problèmes auxquels de nombreux travaux ont déjà été consacrés. Mais il nous paraît nécessaire, avant d'aborder notre sujet, de montrer sommairement à la suite de quels événements et dans quelles conditions la question du partage se posa au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles. L'indication de l'origine des communaux est le préliminaire obligé du chapitre que nous consacrons au triage ; l'explication qu'on donnait alors de cette origine en fournit la justification. D'autre part on ne peut suivre avec fruit l'exposé de l'enquête de 1768 que si l'on est fixé sur les principales faces du problème économique et social. Du reste nous serons très bref et ne dirons que ce qui nous sera indispensable pour l'intelligence des développements ultérieurs.

A en croire une théorie qui avait fini par prévaloir, non sans quelques protestations, dans l'ancien droit, l'origine des biens communaux aurait été dans des concessions seigneuriales. « De grande ancienneté, dit Guy Coquille, les seigneurs, voyant leurs territoires déserts et mal habités, en concédèrent les usages à ceux

qui y viendraient habiter pour les y semondre et à ceux-là qui déjà y étaient pour les y conserver et retindrent quelques légères prestations plutôt en reconnaissance de supériorité qu'en profit pécuniaire (1) ».

« Les seigneurs, écrit Freminville, donnèrent aux habitants des places pour leurs paturages, des cantons de bois, en un mot ce qui leur était nécessaire à la vie... toutes lesquelles choses étaient en commun tant pour eux que pour ceux qui viendraient après eux (2) ».

« Presque tous les titres tant anciens que modernes, dit encore Salvaing, nous apprennent que la plupart des seigneurs, pour rendre leurs terres habitées, ayant distribué à des particuliers certaines portions de fonds à cultiver, ont été contraints, pour se les conserver, de leur accorder des droits d'usage dans leurs forêts, comme des facultés accessoires à leurs habitations et sans lesquelles ils auraient été nécessités à déguerpir le fonds et à chercher un établissement ailleurs (3) ».

Cette opinion qui rattache, comme on le voit, l'origine des communaux à des concessions seigneuriales faisait présumer, en l'absence de titres, le droit du seigneur et obligeait les communautés à prouver l'allo-

(1) GUY COQUILLE, *Questions et réponses sur les articles des coutumes* : question 303.

(2) LE POIX DE FRÉMINVILLE, *Traité général du Gouvernement des biens des communautés d'habitants*, ch. I, p. 3.

(3) SALVAING, *Traité de l'usage des fiefs*, ch. 96, p. 470.

dialité de leurs domaines. Elle a inspiré les édits relatifs au triage qui, en cas de partage, assurent au seigneur le tiers des biens. Cette théorie, ainsi que nous le dirons plus loin, est celle de Chabrol sur la coutume d'Auvergne.

Elle a encore été soutenue au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle par de très bons esprits, notamment par Merlin, Henrion de Pansey et plus récemment par Fustel de Coulanges. Si, d'après ce dernier, les villes possédaient vraiment en propre des biens communaux, les paysans, au contraire, n'avaient jamais eu sur les *communia*, même à l'époque franque que des droits d'usage concédés par les grands propriétaires. « Du <sup>iv</sup><sup>e</sup> au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, les communaux de village ne dérivent point d'une véritable propriété collective, ils dérivent d'une jouissance concédée à des tenanciers par un propriétaire. De même que presque tous nos villages sont issus d'anciens domaines, c'est aussi dans l'organisation intime de ces domaines que se trouve l'origine des communautés de village (1) ».

Chose curieuse, Fustel de Coulanges ne fait guère qu'appuyer sur des bases scientifiques une opinion déjà formulée dans Denisart : « L'origine des communautés d'habitants telles que nous les voyons aujourd'hui n'est pas bien connue. On croit qu'elles ont pris naissance du Christianisme qui servit à faire diminuer peu à peu

(1) FUSTEL DE COULANGES, *l'Alleu et le domaine rural*, ch. 17, p. 433.

la rigueur de l'esclavage auquel les peuples étaient assujettis envers leurs seigneurs ». Puis, pour justifier les prétentions de ceux-ci, il en fait les continuateurs du *dominus* latin et franc ; il admet qu'au xii<sup>e</sup> siècle les seigneurs, ou par humanité, ou par politique, et pour rendre leurs terres plus peuplées consentirent à l'entière liberté des serfs en leur laissant la propriété utile des terres dont ils n'étaient auparavant que les cultivateurs. C'est alors, conclut-il, que naquirent les cens et redevances seigneuriales et que se formèrent les communautés avec droit de bourgeoisie, de mairie et d'échevinage (1).

On ne peut nier que l'origine des biens communaux soit due assez souvent à des concessions seigneuriales. Tantôt les seigneurs cherchaient à retenir et à grouper les populations autour de leurs châteaux. Tantôt ils se servaient de ce moyen pour créer, au milieu de terres désertes, des centres habités, sous le nom de villes neuves ou villes franches. C'est un fait qu'établissent de nombreuses chartes du moyen âge. Mais la source de ces sortes de biens, considérés dans leur ensemble, nous paraît remonter plus haut. Nous pensons même que nombre des concessions invoquées dissimulent des usurpations, surtout dans les pays où comme l'Auvergne dominait le principe de l'allodialité. D'autres

(1) *Collection de décisions nouvelles et de matières relatives à la jurisprudence*, v<sup>o</sup> Communauté.

institutions se rencontrent dans presque tous les pays et présentent avec nos communaux de singulières analogies, sans que l'idée de concession ait jamais été invoquée pour les expliquer. L'Allemagne a ses *Gemeinsgüter*, la Suisse ses *Allmends*, l'Angleterre ses *Folkslands*. L'Espagne, surtout dans les Asturies, offre de vastes étendues communales. En Algérie quels efforts souvent inutiles n'a-t-on pas faits pour transformer en propriété individuelle le domaine de la tribu ou du douar ?

Le rapprochement de ces institutions diverses a amené les historiens à se demander s'il ne fallait pas, le plus souvent, voir dans ces biens des restes d'ancienne propriété collective, des parcelles échappées à l'appropriation familiale ou individuelle. Le *Mir* russe ne serait qu'une variété plus caractérisée de l'institution. Dans le droit de parcours, dans le droit de vaine pâture, dans l'interdiction de se clore, dans l'ancien retrait de voisinage, il ne faudrait voir que des restrictions imposées au moment où s'est établie la propriété.

Cette hypothèse gagne en vraisemblance si l'on considère les régions où la propriété communale est la plus étendue. Le ministère de l'intérieur a fait jadis établir une carte de la France où les départements sont teints en raison de l'importance de leurs biens communaux. « On croirait presque, a dit un auteur, y retrouver une carte physique de la France : les Vosges, le Jura, le

Massif central, les Alpes, les Pyrénées s'y détachent avec intensité (1) ». En considérant ce graphique on a l'impression qu'une raison plus haute que le caprice de concessions seigneuriales a présidé à cette répartition ; on est frappé de voir l'organisation de ce domaine affecter des formes semblables sur les points les plus divers de la chaîne. Ne serait-ce pas parce qu'au lieu de la création de toutes pièces d'une propriété anormale, on aurait là les restes d'un antique état de choses réfractaire aux modifications subies par l'ensemble du territoire ?

Si enfin, abandonnant les montagnes, nous considérons les pays plats, nous verrons que l'importance plus ou moins grande des communaux s'y explique presque toujours par la présence de bois, de marais, de pâturages au bord des cours d'eau, de terres incultes, c'est-à-dire de tout ce qui fait obstacle à l'individualisation du sol.

L'histoire confirme la haute antiquité de cet état de choses. Aussi loin qu'on remonte, bien au-delà de la féodalité, on trouve des communaux. Nous citons pour mémoire le passage célèbre de César qui, parlant des peuples établis sur les bords du Rhin, nous dit : *privati ac separati agri apud eos nihil est* (2). Nous ne rechercherons pas ce qu'étaient ces biens des cités que

(1) GRAFFIN, *Les biens communaux*, 1899, p. 196.

(2) *De bello gallico*, IV-1.

Frontin, entre autres, définit : *est et pascuorum proprietas pertinens ad fundos, sed in commune propter quod ea compascua multis in locis in Italia communia appellantur* (1). Nous nous appuierons surtout sur les textes de l'époque franque.

C'est d'abord la loi des Ripuaires qui distingue les forêts communes de celles du roi et celles des particuliers : *si quis Ripuarius in silva communi, seu regis vel alicujus locatum materiensem vel ligna fissa abstulerit, XV solidis culpabilis judicetur* (2).

C'est ensuite celle des Burgondes qui proclame l'état de communauté des forêts, des montagnes et des pâturages : *Sylvarum, montium et pascuorum unicuique pro rata suppetit esse communionem* (3).

La loi Salique part d'un principe identique lorsqu'elle ne considère comme punissable que le fait d'avoir enlevé un arbre dont l'équarrissage a été commencé par un autre ou un arbre marqué pour la coupe depuis moins d'un an. Mais le fait d'avoir coupé un arbre un an après qu'un autre l'a marqué pour être abattu n'entraîne aucune peine : *Si quis arborem post annum quam fuerit signata capulare præsumpserit, nullam exinde habeat culpam. Si infra annum quis eam capula-*

(1) *De limitibus agrorum.*

(2) Titre 78.

(3) Titre 1, § 6.

*verit CXX denariis qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur* (1).

Le titre célèbre *de migrantibus* de la même loi n'est pas moins probant (2). Il suppose un étranger (*homo migrans*) qui vient s'établir dans une *villa* : le droit de le chasser appartient à tous les habitants de la *villa* et il suffit de l'intervention d'un seul pour qu'il soit obligé de partir : *si quis super alterum in villa migrare voluerit et unus vel aliqui de ipsis qui in villa consistunt eum suscipere voluerint, si vel unus exstilerit qui contradicat, migrandi ibidem licentiam non habebit*. Si l'*homo migrans* refuse de partir il sera condamné à l'amende. Mais s'il reste douze mois sans qu'une protestation s'élève, on ne peut plus l'inquiéter. Qu'y a-t-il derrière ce droit de veto qui appartient à chaque habitant et qui lui permet de prévaloir contre la volonté presque unanime des autres ? L'idée d'une communauté dans laquelle nul ne peut être admis si ce n'est du consentement de tous. « L'intervention de ces habitants ne peut s'expliquer, dit M. Glasson, qu'en vertu d'un droit qui leur est propre et ce droit est celui de la propriété collective dominant la propriété individuelle (3) ». Le

(1) Titre 29, §§ 28-30.

(2) Titre 43.

(3) *Les communaux et le domaine rural à l'époque franque. Réponse à M. Fustel de Coulanges*, 1890, p. 40. Nous ne pouvons suivre l'auteur dans la discussion qu'a soulevée l'interprétation de ce texte. Nous excéderions les limites de notre programme.

retrait de voisinage mentionné plus haut paraît précéder de l'idée contenue dans le titre *de migrantibus* (1).

Notons enfin un autre texte qui établit la solidarité en matière criminelle des membres d'un même village ou telle formule franque qui mentionne les *loca privata publica communia* (2).

Il va sans dire que les communautés eurent fort à souffrir du régime féodal. Là où prévalut la règle « nulle terre sans seigneur », la mainmise fut facile et dut paraître toute naturelle. Dans les pays d'allodialité, le droit du plus fort entraîna le plus souvent la reconnaissance du domaine seigneurial, car les communautés n'étaient pas en état de résister. D'autre part, le seigneur qui exigeait la reconnaissance de son droit la rendait plus acceptable par des apparences de générosité. Car il ne manquait pas de rétrocéder aussitôt la jouissance à ceux qu'il dépossédait de leur propriété. Ce sont ces rétrocessions que nos anciens feudistes appellent des concessions. La générosité du seigneur était de bonne politique : il ne suffisait pas qu'il fut maître du communal, il fallait encore que sa mainmise n'obligeât pas les occupants à désertier. Au fond, en expliquant ce qui a dû se passer alors, par des pratiques analogues à l'ancienne recommandation des

(1) Cf. VIOLLET, *Précis de l'hist. du dr. français*, 1886, p. 475.

(2) ZEUMER, p. 297.

terres, on ne serait pas, croyons-nous, très éloigné de la vérité.

Au surplus, les prétentions seigneuriales trouvaient dans l'ancien droit des contradicteurs. Ainsi, Legrand, dans son commentaire de la coutume de Troyes, écrit qu'on ne doit pas dire « comme aucuns que tous usages soit forêts ou pâtures viennent des seigneurs par cette raison que *omnia censeantur moveri à domino territorii*, ce qui n'est pas vraisemblable ; mais plutôt que de toute ancienneté et avant la création des rois, les forêts étaient publiques et communes au peuple (1) ». Les ordonnances, tout en abandonnant une large part aux droits des seigneurs, montrent qu'on se faisait peu d'illusion sur la manière dont ces prétendus droits s'acquieraient. L'article 284 de l'ordonnance de 1579 enjoint aux procureurs de faire informer contre tous ceux qui, par leur propre autorité ont ôté et soustrait les lettres, titres et autres enseignements de leurs sujets pour s'accommoder des communes dont ils jouissaient auparavant, ou, sous prétexte d'accord les ont forcés à se soumettre à l'avis de telles personnes que bon leur a semblé ». Toutes soumissions, compromis, transactions ou sentences arbitrales de cette nature sont déclarés de nul effet. Mais on respecte les droits immémoriaux et pour l'avenir on se contente de proclamer l'inaliénabilité des biens communaux.

(1) *Les coutumes du baillage de Troyes*, sur l'article 168.

Il est curieux qu'en cette question les deux plus illustres commentateurs de la coutume d'Auvergne aient professé deux opinions différentes.

Basmaison dit en effet « quant aux hermes communaux, terres vacantes, bruyères et buissons les seigneurs justiciers prétendent leur appartenir à cause de leur justice : mais la coutume conforme au droit commun les attribue à l'universalité des habitants résidants en la même justice sans que le seigneur ait aucun avantage ni préférence à ses sujets que d'en prendre comme l'un d'eux (1) ».

Chabrol est gêné par l'opinion de son prédécesseur et il s'efforce de la concilier avec la sienne : « les communaux sont, suivant Basmaison, des portions de terre laissées en commun par les habitants d'une justice ou d'un village pour la nourriture des bestiaux. Mais l'ordonnance de 1669 suppose qu'ils proviennent originairement de la concession des seigneurs ; c'est sur ce fondement qu'elle leur en accorde le triage si ces biens sont des concessions gratuites et elle les présume telles si les habitants du pays ne prouvent le contraire. Cette origine des communaux n'est pas incompatible avec l'observation de Basmaison. Après la concession faite par le seigneur soit à titre gratuit soit à titre onéreux, les habitants ont eu la faculté de laisser plus ou moins

(1) Sur l'art. 5, titre 28 de la *Coutume d'Auvergne*.

de terrain commun ; et même, la concession gratuite transférant plutôt aux habitants un droit d'usage qu'une propriété exclusive, les seigneurs ont été en droit dans l'origine de faire laisser en nature de communal une partie de ce qu'ils concédaient gratuitement (1) ». Et ailleurs : « Dans notre coutume où le franc alleu est en usage, on voit une infinité de chartes par lesquelles le seigneur disposait des pacages en maître absolu (2) ».

Chabrol subissait évidemment l'influence de l'ordonnance de 1669. Mais il est permis de se demander s'il interprétait exactement la pensée de Basmaison. Pour nous nous en doutons un peu.

Au xvii<sup>e</sup> siècle, les communaux étaient au point de vue économique dans des conditions déplorables. Ils ne donnaient qu'une partie infime de ce qu'ils auraient pu fournir. C'était le résultat d'un abandon prolongé joint à une grande impéritie. Les meilleures de ces terres desséchées par le vent et le soleil, compactes et durcies ne se laissaient pas pénétrer par les sels que contiennent les plantes mortes et désagrégées sur place ; elles étaient en même temps rebelles à l'action des sels contenus dans le sol. On ne connaissait pas encore les procédés dont la chimie moderne a doté l'agriculture.

(1) CHABROL, *Coutume d'Auvergne*, sur l'article 480 ; t. III, p. 550 de l'édition de 1784.

(2) CHABROL, *Coutume d'Auvergne*, t. I, p. 45.

Au surplus ce n'était pas seulement de l'inaction des habitants, mais aussi de leurs déprédations que dépérissaient les communaux. La concurrence libre autorisait chacun à jouir le plus et le plus tôt qu'il pouvait. On ne donnait pas au baliveau le temps de devenir un arbre ; l'herbe était pâturée en sortant de terre ; le fruit cueilli avant d'avoir atteint la moitié de sa grosseur.

On avait pourtant réglementé la jouissance, mais les ordres étaient impuissants : « le droit commun persuade à chacun qu'il peut tout et que les lois ont tort de le gêner », et comme la limite de la liberté individuelle était difficile à discerner, mieux valait passer outre que se tenir en deçà.

D'autre part, on ne pouvait espérer qu'un copropriétaire riche contribuât à un travail dont il ne devait pas sûrement profiter, ou dont d'autres profiteraient que leurs misères auraient empêché d'y contribuer. Plus tard l'autorité royale suppléera dans les cas urgents à cette inertie en établissant des peines et des coercitions ; mais dans les détails où ne peut descendre le règlement, la force d'inertie est invincible.

Dès lors, ces biens dégradés et jamais réparés sortent du domaine productif ; « la pâture sèche se convertit en une friche aride ; la prairie humide en marais fangeux ; les bois deviennent des buissons de ronces ». C'est là une vérité dont les communaux de l'ancienne France donnent la preuve palpable. Aussi l'on en vint à penser

qu'il y aurait beaucoup à gagner en répartissant ce bien et en intéressant chaque habitant à améliorer et féconder la part qu'il en retirerait divisément. Si les premières ordonnances de réforme maintinrent avant tout la jouissance commune, c'est qu'il fallait courir au plus pressé afin de détruire l'esprit d'usurpation.

La royauté, dans une première période, appliqua donc formellement le principe d'inaliénabilité : il était sage à l'origine et conforme aux intérêts communaux. Du reste on ne protégeait pas seulement les communautés contre les seigneurs, mais on les protégeait encore contre elles-mêmes. Car si les aliénations avaient été fréquentes, surtout à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, où les guerres religieuses multiplièrent les ventes forcées, les empiétements des particuliers n'avaient pas été moins nombreux.

Le principe d'inaliénabilité, formulé par l'édit de 1554, fut donc appliqué avec une rigueur extrême : on s'opposa à tout défrichement. Cette rigueur s'explique. On craignait que le défrichement concédé à un habitant ne cachât une vente clandestine ; et, d'autre part, c'était changer la destination de la chose : l'utilité commune étant la cause finale des communaux, on ne concevait qu'une jouissance commune (1).

(1) *Ab initio hæc fuit dicta lex agro compascuo ut communiter pasceretur et sub uno ejusdem universitatis dominio.*

On défendit le défrichement comme une atteinte à ce principe ; l'on trouve même des actes dont l'objet est de réduire en friche ce qui en est indûment sorti : ils se basent — chose étrange — non plus sur l'intérêt commun, mais sur l'intention présumée des donateurs des terrains affectés à la dépaissance commune.

Cependant il est juste de reconnaître que les défrichements étaient faits très souvent à l'instigation des seigneurs et des abbés, moins dans l'intérêt de l'agriculture qu'afin de percevoir des dîmes sur le produit (1).

Un arrêt du Conseil du 3 avril 1753 ajoute :

« Depuis quelques années le défrichement cause une perte considérable, et les habitants se plaignent qu'ils ne peuvent plus mettre de troupeaux qui fertilisaient leurs terres, les enrichissaient et facilitaient le paiement des impôts ».

Mais c'étaient là des circonstances exceptionnelles, et de façon générale, le défrichement eût été un grand progrès. Beaucoup en avaient le sentiment, mais le droit public du moyen âge était fortement imprégné de communisme, de socialisme communal et la Royauté abandonna difficilement l'ancien principe d'inaliénabilité.

(1) Cf. Arrêt du Conseil d'état du 29 mars 1735, qui décide : « Toute personne doit ni défricher, ni faire défricher, ni souffrir qu'il soit défriché, à peine de 1.000 livres d'amende, confiscation des terres défrichées au profit du roi, et de prison, outre le rétablissement en l'Etat ». (ISAMBERT).

bilité. Il ne faut donc pas s'étonner de voir des auteurs qui parlant de la pâture commune trouvaient que trop de communaux lui étaient consacrés : « Un nombre infini de paroisses en ont tant », dit Le Poix de Fréminville, « que la moitié, le tiers ou le quart serait assez pour les besoins réels. Le surplus pourrait être d'excellentes terres ; il est triste et fâcheux qu'on ne le mette pas en culture ».

Cette idée de l'appropriation individuelle propre aux énergies fécondes, va désormais s'affirmer. Sous quelle forme permettra-t-on le partage des communaux ? Comment se manifestera cette politique plus libérale ?

L'ordonnance de 1669 commença par apporter des adoucissements au principe d'inaliénabilité qu'elle formulait : la faculté d'affermage pour un, deux et trois ans au plus.

C'était insuffisant. Les pauvres ne recevaient des communaux aucuns secours ; ils n'en acquittaient pas moins les impositions, contributions et corvées. Les riches (qui jouissent davantage de ces biens par les bestiaux qu'ils y conduisent) ne faisaient aucune impense pour les mettre en valeur ; de là leur opposition à tout progrès surtout par le partage ; d'autre part, cette idée de répartition des communaux qui pénétrait peu à peu le gouvernement fut ardemment combattue dans les campagnes ; on mit en usage contre les habitants, qui déjà se procuraient des bestiaux, les

menaces et les vexations : « On en a vu » dit le comte d'Essuiles, « maltraiter et chasser leurs domestiques, congédier des journaliers, dont le seul crime était d'avoir désiré de sortir de la misère en jouissant de leur bien ».

A la Cour même on tenta de jeter l'alarme parmi les propriétaires, en prédisant des diminutions de fermage ; on alla jusqu'à prêter aux ministres des vues cachées contraires au progrès de l'État.

Le Gouvernement n'en décida pas moins une série de mesures, circonstanciées et locales, favorables au partage.

Des arrêts, édits, règlements cherchèrent à améliorer la jouissance des communaux et furent animés de ce double désir : répartir le bien entre les familles pour y intéresser davantage ceux qui le cultivent ; le rattacher à la commune en limitant le pouvoir de le posséder aux seuls habitants.

Mais les réformes de la royauté n'eurent pas le temps de porter tous leurs fruits. D'ailleurs on se heurta à des usages immémoriaux, à l'esprit de routine des habitants, qu'un nouveau mode de jouissance des communaux eût lésés.

C'est cette question du partage des communaux que nous nous proposons d'étudier en Auvergne sous l'ancien régime. La division de notre sujet en deux parties s'imposera d'elle-même. En effet dans une

période qui se termine vers 1750, la conservation des biens communaux est l'unique souci du pouvoir central ; ces biens inaliénables et indivisibles sont protégés par de nombreux arrêts, édits ou ordonnances et des peines sévères édictées contre ceux qui y portent atteinte.

Mais à partir de 1750, une détente se produit, les règlements sont appliqués avec moins de rigueur ; on commence à autoriser timidement les défrichements pour aboutir, vers 1760, à la chute de la politique séculaire suivie jusqu'alors.

Dès lors, c'est une politique nouvelle ; le principe de l'augmentation de la production est à l'ordre du jour, la suppression du patrimoine communal va devenir la préoccupation des auteurs et des jurisconsultes, et l'administration supérieure va proposer le partage des communaux.

On commencera d'abord par des enquêtes. En 1768, on en fit une en Auvergne pour savoir s'il serait possible et avantageux de décréter le partage dans cette province ; des avis divers furent émis, mais les résultats ayant été peu satisfaisants, on ne prit aucune décision. En 1780, Necker fit une nouvelle tentative, il proposa de laisser les communautés libres de faire le partage de leurs biens, mais quelques communes seulement usèrent de cette liberté. Donc rien de définitif et les choses en sont encore là au moment où éclate la Révolution.

---



# PREMIÈRE PARTIE

## DES PARTAGES ANTÉRIEURS A 1760

---

### CHAPITRE PREMIER

#### **Du triage des communaux.**

Le problème économique de la mise en valeur des communaux ne fit guère son apparition qu'au xvii<sup>e</sup> siècle. Au moyen âge, le véritable fonds à exploiter était l'homme et non la terre ; aussi les seigneurs laissaient empiéter, sachant qu'ils gagnaient à augmenter la quantité des tenures à cens, et les habitants attirés par ces appâts flatteurs d'avoir en propriété des places communes entr'eux pour le pacage de leurs bestiaux, y trouvaient aussi leur compte. Mais la terre mieux cultivée et le fonds prenant de la valeur, on commença à se le disputer. Les seigneurs les premiers se livrèrent à de nombreuses usurpations sur les biens communs et les couvrirent du nom de « triage ».

Ce triage des communaux qui se pratiquait déjà longtemps avant qu'il ne fut réglé par l'ordonnance d'août 1669 sur les eaux et forêts est la première forme de partage des communaux que nous rencontrons.

En effet, qu'est-ce que le triage ? Sinon un partage de communaux entre le seigneur et les habitants ; seul, il est vrai, l'un des membres voit son droit se transformer en droit de propriété, les autres membres restant dans l'indivision, mais il n'y en a pas moins partage. Ce partage suppose nécessairement une copropriété entre eux. En général, les communaux appartenant aux habitants, « *ut universis* », ils doivent en jouir en commun, ils ne peuvent pas les diviser ; ce partage que l'on accorde aux seigneurs est une exception à la règle générale ; exception fondée sur la faveur d'une concession primitive, mais qui n'en est pas moins une preuve de copropriété.

Du reste, c'est ce qui résulte d'un arrêt rendu en 1603 pour l'Auvergne, par lequel il fut jugé que les habitants entre eux ne pouvaient pas demander le partage des communaux ; seuls les seigneurs étaient en cela favorisés : *ut sibi competentem portionem habeant*, expression de l'époque, qui suppose bien une copropriété.

Ceci nous amène à nous demander en faveur de quel seigneur avait lieu le droit de triage, était-ce le seigneur Haut Justicier qui avait qualité pour le demander, ou

bien était-ce le seigneur direct ? L'ordonnance de 1669 ne désigne pas la qualité de la seigneurie.

Il semblerait bien qu'il n'y est question que du seigneur direct, car cette ordonnance décide que le triage n'aura lieu que dans les communaux qui procèdent de la concession des seigneurs. Or le seigneur Haut Justicier que cette qualité ne rend point propriétaire de quoi que ce soit dans sa justice, mais simplement protecteur des propriétés par son autorité et sa juridiction, n'a pu faire de concession et est par suite non recevable à demander le triage des communaux.

Des arrêts ont été rendus en ce sens, dont un rapporté par Denisart, du 2 avril 1759 en la Grande Chambre qui a tranché la question en faveur du seigneur direct contre le seigneur Haut Justicier (1).

Mais il faut reconnaître que ce ne sont là que des arrêts rendus exceptionnellement en ce sens. L'ordonnance de 1669 vise plutôt le seigneur Haut Justicier, et la plupart des auteurs et jurisconsultes en ont décidé ainsi :

« C'est une maxime reçue en France, dit Salvaing,  
« que celui qui a la haute justice d'une terre ait seul  
« droit de s'en qualifier simplement seigneur, par une  
« prérogative qu'il a sur ceux qui n'ont que la moyenne

1) DENISART, v° *Communautés d'habitants*, 13.

« ou la basse, ou qui n'ont que des fiefs particuliers,  
 « ou des censives, lesquels sont obligés de spécifier la  
 « qualité de leur seigneurie. La raison est que la haute  
 « justice emporte supériorité, commandement et puis-  
 « sance publique : elle est éminemment et par excellence  
 « domination et seigneurie ; c'est elle qui a proprement  
 « territoire, suivant l'étymologie que lui donne la  
 « loi (1). »

Louet, Brodeau, Larocheflavin parlent à peu près le même langage ; Guxot déclare que seul le seigneur Haut Justicier doit être appelé seigneur, et que le seigneur féodal, quand même il aurait eu la basse justice, ne peut être « décoré » de ce nom. Loysel, Laurière, Ricard ne parlent que de haute justice. Chabrol dans son commentaire de la coutume d'Auvergne, se déclare nettement en faveur du seigneur Haut Justicier, et, à l'appui de sa thèse, il rapporte plusieurs espèces de jurisprudence. Enfin, il n'y aurait qu'à s'en rapporter à la maxime généralement reçue, écrite dans un grand nombre de coutumes et enregistrée par les auteurs que chaque fois qu'on rencontre simplement le mot « seigneur » cela ne s'entend et ne peut s'entendre que du seigneur Haut Justicier, qui a sous sa dépendance le droit sur les pâturages communs.

Quoi qu'il en soit, était-ce au seigneur qui demandait

(1) SALVING, *Coutume de Bourgogne* : Des fiefs.

le triage à prouver que les communaux provenaient d'une concession gratuite faite par lui, ou bien était-ce aux habitants à démontrer qu'ils avaient été acquis par eux à titre onéreux ? Cette question vraiment importante pour tous les pays de franc-allevu en général, est peut-être encore d'une plus grande conséquence pour la province d'Auvergne, dont les pâturages forment un des biens les plus précieux.

Il semble d'abord que la preuve était à la charge du seigneur, parce que tout demandeur doit établir sa demande, mais le seigneur pouvait opposer qu'il avait le droit commun en sa faveur, et que cette présomption de droit rejetait le fardeau de la preuve sur les habitants qui avaient intérêt de détruire la présomption et de la faire cesser.

C'est pour prévenir cette difficulté que le législateur dans l'article 5, chapitre XXV de l'ordonnance de 1669, déclare que la concession ne pourra être réputée gratuite de la part des seigneurs, si les habitants justifient du contraire : d'où il résulte, par une conséquence nécessaire, que toutes les fois que les habitants ne justifient pas du contraire, la concession est réputée gratuite de la part du seigneur et il est fondé à demander le triage.

Mais même en admettant la concession gratuite émanée du seigneur, n'existait-il pas encore d'entraves à l'exercice du droit de triage ?

Un premier obstacle résultait du texte même de l'ordonnance, qui déclarait que le droit de triage ne serait accordé que si les deux tiers des communaux restants, suffisaient à l'usage de la paroisse. C'était là un empêchement sérieux pour l'Auvergne, car cette condition devait être assez difficilement réalisée dans la plupart des communautés, dont le pâturage constituait l'unique ressource. Aussi verrons-nous que, dans cette province, les demandes de triage ont été assez rares, et que, même dans la Haute-Auvergne, on n'en connaît pas.

Doit-on aussi considérer comme un obstacle l'allo-dialité de la coutume d'Auvergne où était en vigueur la maxime qui faisait la loi générale des pays de franc-alieu : « Nul seigneur sans titre ». C'est un point qui exige quelques explications. Examinons d'abord si l'ordonnance de 1669 s'appliquait aux pays de franc-alieu.

Dans ces pays, la terre est présumée libre. La présomption d'un domaine universel dans les mains du seigneur étant directement opposée à la règle : « Nul seigneur sans titre », on ne peut supposer de la part du seigneur une concession quelconque des communaux, soit gratuite, soit onéreuse. D'où il semblerait résulter que les pays de franc-alieu ne sont point visés par l'ordonnance. Le seul cas où on pourrait l'appliquer ne serait que celui où le seigneur prouverait par titre que les communaux ont fait autrefois partie de son domaine, sans néanmoins qu'on ne vît à quel titre ils avaient passé

aux habitants auxquels, en ce cas, on pourrait supposer que la concession a été faite gratuitement.

Mais il n'en est pas ainsi. L'ordonnance de 1669 ne distingue pas les pays de franc-alleu de ceux où est admise la maxime : « nulle terre sans seigneur ». La loi est conçue en termes généraux, et, par conséquent, elle concerne tous les pays, sans exception, qui sont soumis à l'empire du législateur ; car, s'il en était autrement, cette loi générale deviendrait un règlement particulier pour quelques provinces seulement.

Au reste, décider que l'ordonnance ne s'applique pas aux pays de franc-alleu, ce serait dire que dans ces pays tous les communaux viennent des habitants. Or l'origine des communaux et des droits d'usage remonte le plus souvent, dans l'esprit de l'ordonnance, à la libéralité des seigneurs qui ont voulu peupler leurs terres et y attirer des habitants, selon le langage des auteurs.

On ne conteste point aux habitants la copropriété des communaux, mais cette propriété, qu'ils tiennent ou sont censés tenir du seigneur, demeure commune et indivise avec lui, et, c'est en conséquence, qu'il est autorisé à demander le triage. Or ce droit du seigneur n'a rien d'incompatible avec le franc-alleu, parce que l'allo-dialité du fond le laisse toujours soumis à la juridiction et à tous les droits de la haute justice, et c'est pour cette raison que dans les pays même de franc-alleu, le droit

du seigneur Haut Justicier sur les communaux à toujours été reconnu.

A l'appui de cette thèse, nous invoquons le témoignage de Chabrol, qui prétend que le droit de triage, loin d'attaquer le principe de l'allodialité, le suppose plutôt : « Le triage accordé par l'ordonnance, dit-il, est, « selon cette loi même, le prix d'une concession gratuite « accordée par le seigneur ; or une concession gratuite « n'est autre chose qu'un don en franc-alieu ; et si le « seigneur avait concédé le communal à cens, le triage « n'aurait plus lieu (1) » et à la suite il rapporte de nombreux arrêts rendus dans différentes provinces et où il est démontré que l'allodialité n'est point un obstacle au triage.

#### DES CAS DE DEMANDE DE TRIAGE CONNUS EN AUVERGNE.

Ce point à peu près déterminé, il ne nous reste plus qu'à rechercher quelle a été l'application du droit de triage en Auvergne. Un premier point acquis, c'est que dans la haute Auvergne, on ne connaît pas de cas où le triage ait été demandé. Affirmer qu'il n'y en eut aucun serait peut-être téméraire, mais, certainement, s'il y en eut, ce fut en petit nombre.

Dans la basse Auvergne, au contraire, les demandes de triage sont moins rares.

(1) CHABROL, I, 46.

## a) CAS EMPRUNTÉS A CHABROL.

Chabrol, dans son commentaire de la coutume d'Auvergne, rapporte quelques décisions relatives à cette question. Le premier arrêt qu'il cite est du 15 janvier 1665. Il fut rendu en faveur du duc de Bouillon, comme seigneur Haut Justicier contre les habitants de *Gerzat* ; il est vrai que cette sentence n'eut jamais d'effet, le duc de Bouillon, ayant abandonné la poursuite, en appel ; Chabrol signale ensuite deux autres sentences rendues, l'une le 25 juillet contre les habitants d'*Ennezat*, et l'autre contre ceux de *Ravel* ; et un autre arrêt du Conseil du 2 juin 1767 accordant le triage au seigneur de *Pontgibaud* ; enfin il mentionne un dernier arrêt rendu par le Conseil le 3 août 1775 contre les habitants de la ville d'*Ambert*, arrêt qui eut un assez grand retentissement, d'abord parce qu'il donna lieu à plusieurs consultations d'avocats et jurisconsultes, et aussi parce qu'il cassa une sentence du grand maître des eaux et forêts.

## b) CAS TIRÉS DES ARCHIVES DE L'INTENDANCE.

Dans les archives de l'Intendance d'Auvergne, on rencontre aussi quelques demandes de triage ! Une lettre de M. Boudal, subdélégué de Lezoux, nous apprend que les habitants de *Moissat* résolurent d'af-

fermer une partie de leurs communaux, « pour subvenir... aux dépenses que leur occasionna la demande en triage des communaux formée par M. le comte d'Estaing (1) ».

A *Cébazat*, une contestation eut lieu entre les habitants de ce lieu et le comte de Laqueuille, au sujet d'un marais dont ce dernier demandait le triage (2).

A *Saint-Beauzire*, une délibération du 23 avril 1780 nomma un syndic à l'effet de poursuivre un procès contre le duc de Bouillon, demandeur en triage des communaux ; les habitants invoquaient ici comme motif les autorisant à refuser le triage « le principe de franc alevé, qui fait la base du droit coutumier (3) ».

Une autre affaire de triage, dont Chabrol n'a pas parlé dans son commentaire, quoique y étant le principal intéressé, ce sont les démêlés qu'il eut avec les habitants de *Volvic* et qui durèrent 47 ans. Cette affaire, tout aussi intéressante que celle d'Ambert citée plus haut, eut aussi un très grand retentissement et se termina en faveur de Chabrol, ainsi qu'il résulte d'une lettre qu'il écrivit le 17 février 1769 (4).

(1) Arch. Puy-de-D., C. 2446.

(2) Arch. Puy-de-D., C. 2070.

(3) Arch. Puy-de-D., C. 2622.

(4) Pour toute cette affaire, voir : Arch. du Puy-de-Dôme, C. 2813.

## c) CAS INÉDIT

Enfin, nous avons en notre possession l'original d'un traité par acte notarié du 2 mai 1729 passé entre M. Neiron, seigneur du Buisson et les habitants du village des *Aunats*, paroisse de Bagnols. Aux termes de ce traité, les parties ont décidé : « de partager et divizer les fraux « et communaux qui sont en communs et indivis « entr'eux, pour estre délaissé un tiers audit seigneur « du Buisson et les autres deux tiers auxdits habitants « des dits Aunats ».

En somme, on le voit, les concessions seigneuriales n'ont pas donné lieu en Auvergne à de nombreuses procédures de triage. Faut-il en voir une raison dans ce fait que la coutume d'Auvergne était allodiale, comme l'ont prétendu quelques auteurs, motif qu'invoquèrent les habitants de Saint-Beauzire pour refuser le triage ; ou bien faut-il admettre, comme M. Trapenard que les nombreuses usurpations accomplies sur les biens communaux par les seigneurs leur semblèrent suffisantes ? A mon avis, il faudrait rechercher plutôt la vraie cause dans ce fait que l'Auvergne était une terre essentiellement pastorale, où les communaux étaient nécessaires pour l'alimentation des bestiaux. Cette raison est très admissible, étant donné que la division de ces biens portait un préjudice assez sérieux à l'élevage des bêtes à cornes, car très utiles à l'état indivis,

les communaux, une fois partagés, devenaient parfois inutilisables. Cela était d'autant plus vrai en Auvergne que les montagnes, qui y constituaient la plus grande partie des communaux, étaient difficilement partageables, comme l'a très bien fait ressortir Chabrol dans son commentaire de l'article 3 de la coutume de Vic (1), et M. Trapenard dira de son côté avec juste raison, que : « le pâturage est une forme de l'exploitation du sol qui s'accommode très bien de la propriété indivise, « lorsque même elle ne la requiert pas impérieusement (2) ».

(1) CHABROL, t. IV, p. 734 et suiv.

(2) TRAPENARD, *Du Pâturage communal*, p. 46

---

## CHAPITRE II

### Des partages entre habitants.

Les seigneurs, avons-nous vu, avaient porté une première atteinte à cette sorte de propriété collective qu'on appelait les biens de communauté en s'en faisant attribuer une part par voie de triage.

Mais à leur tour, de nombreux habitants voulurent aussi sortir de cet état d'indivision ; des plaintes s'élevèrent contre la forme collective de la propriété communale ; des disettes fréquentes affamèrent le peuple, on chercha des remèdes. Les uns usurpèrent, d'autres se contentèrent de défricher, d'autres enfin convinrent de partager les communaux. C'est l'étude de ce dernier genre de mise en valeur des biens communs qui va faire l'objet de ce chapitre.

Nous rencontrerons deux sortes de partages : des partages de propriété et des partages de jouissance ; pour les premiers, les parts seront attribuées à titre définitif aux copartageants, tandis que pour les seconds, elles ne seront données la plupart du temps que pour une certaine période.

Et tout d'abord remarquons que si de nombreux

arrêts, ordonnances ou édits émanés du pouvoir royal, avaient interdit les usurpations et défrichements, ou réglementé le droit de triage, aucun texte ne s'était occupé du partage et cependant cette pratique fut assez répandue en Auvergne. Nous en avons du reste le témoignage dans une lettre de M. Pagès de Vixouzes, subdélégué d'Aurillac, du 14 juillet 1754, où il est dit que « ces sortes de partages ou abonnements étaient autrefois fort usités (1) ».

Mais les actes de cette nature ne firent guère leur apparition qu'au xvii<sup>e</sup> siècle. Le premier en date que nous ayons rencontré, rapporté par M. Trapenard, est une convention du 16 juin 1606 intervenue entre les habitants du village de la *Gueste*, paroisse de Gelles. Et encore il ne faut voir là qu'un cas de triage, car aux termes de ce traité un seul des habitants reçut en pleine propriété une portion d'un communal, et le surplus demeura indivis entre les autres habitants.

#### a) DES PARTAGES DE PROPRIÉTÉ

Le vrai partage, celui où chaque habitant est appelé à devenir propriétaire, ne se rencontre que vers 1610. C'est d'abord le village de *Boliac*, paroisse de St-Simon, qui déclare avoir possédé 40 sesterées de communal, que « depuis deux ans en ça, le dit comung a esté

(1) Arch. du Puy-de-Dôme, C. 2772.

« partagé entre les habitants ». Il en est de même pour le village de *Lafarge*, paroisse de Tournemire, pour deux sestérées de bruyères partagées « peut avoir vingt ans (1) ».

En 1644, les habitants du village de *Fournols*, paroisse de Mandailles, partagèrent entre eux « une partie du commun du dit village (2) ». M. Trapenard cite deux exemples d'actes de cette nature, l'un du 22 juin 1652, « reçue mestre notaire », pour 40 sestérées de communal, et l'autre du 28 juin 1677 pour un communal de 100 sestérées.

A partir de cette époque, on ne trouve plus mention de partage pendant une période de près de 50 ans. A quoi fut due cette disparition momentanée ? Très probablement à l'arrêt du Conseil du 8 mai 1688 rendu à l'occasion du rétablissement des haras dans la province d'Auvergne, et qui interdit de défricher « en tout ou en « partie les communaux, pâturages, herms et vacans qui « sont destinez et affectez expressément par la coutume « du païs à la nourriture des bestiaux, le principal com-  
« merce et la principale richesse desdits habitants ». Cette défense faite aux communautés était sanctionnée par des peines sévères « à peine, dit l'arrêt, contre les consuls « et syndics des communautez de mil livres d'amende » « contre les particuliers, à peine de perte des labours et

(1) Arch. nat., P. 7737.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2399.

« semences, de tous les frais qu'ils pourroient avoir faits  
 « et de cent livres d'amende pour chacune septérée de  
 « terre défrichée (1) ». La vigilance apportée par les  
 Intendants à l'exécution de cet arrêt, influa-t-elle sur la  
 pratique du partage ? C'est possible. Quoi qu'il en soit,  
 il nous faut aller jusqu'au 18 octobre 1739 pour retrouver  
 des actes de ce genre.

A cette date, une ordonnance de l'Intendant permet  
 aux habitants de la paroisse de *Bansac* « de venir à  
 « division et partage du tènement ou communal de  
 « Badouloux », à l'exception néanmoins de la partie du  
 dit communal qui ne peut être cultivée à cause de sa  
 mauvaise qualité ; ceux qui ont défriché devront rap-  
 porter, à la masse et « pour le tout être partagé » (2).

En 1746, l'Intendant autorise également les habitants  
 des villages du *Greil* et de *Rascoupet*, paroisse de Lan-  
 deyrac à partager une montagne dont ils jouissent en  
 commun. Le partage sera fait, dit l'Intendant, « propor-  
 « tionnellement au nombre de têtes dont la montagne  
 « est composée et au nombre des bestiaux que les  
 « habitants des deux communautés peuvent nourrir de  
 « leurs foin et pailles suivant la coutume de cette  
 « province (3) ». Enfin, le 8 octobre 1750, dans une lettre  
 du prieur de *Ségur*, nous voyons que les habitants de

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 284.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 1977.

(3) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2337.

ce lieu se sont partagés amiablement un communal, qu'ils ont ensuite défriché.

*b)* PARTAGES DE JOUISSANCE

Les espèces que nous venons de citer ne sont que des partages de propriété. Les partages de jouissance furent aussi très fréquents en Auvergne. Les exemples en sont assez nombreux, et nous verrons que presque tous ont leur origine dans des défrichements faits par toute une communauté, et, dans ce cas, presque jamais l'Intendant ne crut devoir ordonner le rétablissement du pâturage. C'est ainsi que les habitants de *Mauriac* furent autorisés par l'Intendant Boucher en 1718, à continuer le défrichement d'un grand espace de terrain situé aux environs de la ville, et appelé le commun de Mauriac « dont l'usage appartient aux habitants et qui, de tout temps a été défriché et travaillé pour produire du grain ». Cette autorisation fut maintenue par Trudaine, en 1731 et plus tard par M. Rossignol (1).

En 1751, pareille faveur est accordée aux habitants de *Trizac*, par M. de Moras ; il leur est permis de continuer à « cultiver les défrichements faits, sans nouveaux défrichements (2) ».

Mais, bien avant cette date, ce genre d'acte existait

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2420.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2420.

déjà. Ainsi, le 12 janvier 1592, dans la paroisse de Saint-Cirgues de Jordanne, un traité avait été passé entre les habitants du village de *Liaumiers* et ceux des villages voisins, aux termes duquel ils étaient convenus de défricher un communal indivis entre eux. Mais cet arrangement ne fut confirmé que le 6 janvier 1740, par une ordonnance de l'Intendant, décidant que ce traité serait exécuté suivant sa forme et teneur ; en conséquence, qu'il serait nommé chaque année deux syndics pour marquer à chaque habitant l'endroit du communal où il pourrait défricher et la quantité de terrains qu'il devrait occuper en proportion des bestiaux qu'il possédait. De plus, il était stipulé que « le païsan le plus « riche ne pouvoit défricher que dix quartelées de terre « et le plus pauvre deux (1) ».

Quelquefois l'Intendant ira plus loin et permettra un défrichement nouveau. C'est ce qui se passe en 1756 pour le village d'*Anglards* dont les habitants sont autorisés à défricher certains communaux impropres au pacage, pourvu que « cette partie soit divisée entre les « habitans, pour la cultiver, par un syndic qu'ils se « choisiront chaque année, pour marquer à chacun la « portion qu'il pourra défricher (2) ».

On verra même l'Intendant aller jusqu'à proposer un partage. C'est ce qui se passe pour les communaux du

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2633.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2632.

village d'*Apcher*, paroisse de Landeyrac, au sujet desquels l'Intendant écrit : « Peut-être serait-il avantageux « de partager les communaux » et il donne en même temps la marche à suivre pour arriver à ce résultat : « en ce cas, dit-il, il faut que les habitants, après avoir « pris une délibération bien régulière contenant le voeu « unanime, demandent au Conseil à être autorisés à « faire ce partage (1) ».

Ainsi, l'Intendant, quand l'intérêt le commandait, quand les circonstances l'exigeaient, savait passer outre à l'arrêt de 1688. Simple subordonné du pouvoir central, qui lui envoyait des ordres de Versailles, il ne faisait qu'obéir, mais il obéissait avec une entente intelligente. Chargé de toute la juridiction concernant les affaires relatives aux communaux, sauf appel au Conseil, il savait en user avec modération, sagesse, impartialité, et éviter les rigueurs inutiles. Toutefois, il ne laissait jamais de preuves écrites de sa bienveillance entre les mains des intéressés, « ma lettre suffira, dit-il à propos « du partage d'Anglards, et vous en instruirez, s'il vous « plaît, les habitants afin qu'ils s'arrangent en con- « séquence (2) ».

Mais il arrive parfois que l'intendant applique strictement les règlements ; ce n'est pas qu'il méconnaisse

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2337.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2632.

l'utilité des défrichements, mais il craint qu'on n'abuse de sa tolérance : s'il avoue qu'il serait parfois avantageux de « permettre la culture de certaines parties de communaux dont la qualité n'est point propre au pacage », en les abandonnant « à la disposition de misérables paysans pour leur procurer les moyens de la subsistance », il déclare aussitôt qu'il y aurait néanmoins un sérieux inconvénient à agir ainsi « parce que ceux-ci (les pauvres) n'y ayant pas plus de droit que les autres dans un terrain commun il en arriveroit que les autres habitans qui n'auroient point encore défriché se mettroient sur le pied de s'approprier également des parties de terrain de cette espèce, sous le prétexte assez naturel d'être fondés à jouir par le droit commun d'un terrain appartenant à un village et insensiblement l'objet des pacages nécessaires tendroient à diminuer (1) ».

C'est ainsi que l'intendant oblige les habitants des villages de *Pradelle* et de la *Bastide*, paroisse d'Anglards, à se désister des parcelles qu'ils avaient usurpées dans un communal indivis entre eux. Il reconnaît bien que le terrain est impropre au pacage, et que les habitants ont un commun intérêt à le cultiver, mais « ces raisons ne doivent pas militer contre les dispositions du règlement (2) ».

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2632.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 1889.

Il en est de même en 1762 pour les habitants du village de *Gioux*, paroisse de Saint-Martin de Tours, qui avaient défriché une partie de leurs communaux ; ils déclarent qu'ils seront réduits à la mendicité si on les force à abandonner leur culture. Malgré leur supplique, malgré un avis très favorable du subdélégué, l'intendant n'en rend pas moins une ordonnance de désistement immédiat (1).

#### c) DE L'INÉGALITÉ DES PARTS

Quoiqu'il en soit, on peut donc constater que le partage était d'un usage assez fréquent en Auvergne. Mais en général les partages étaient mal faits, l'inégalité des parts est le principe qui semble avoir régné dans cette province. ou, pour parler plus exactement, les parts revenant aux copartageants étaient proportionnées à leur richesse foncière : « Ce principe, dit M. Trapenard, « appliqué par divers procédés, en prenant comme base « de calcul le cens, la côte de taille ou la récolte des « fourrages afférent à chacun était si universellement « admis en Auvergne, que le pouvoir central, lorsqu'il « voulut plus tard introduire dans la province le régime « du partage systématique des communaux, fut obligé « de compter avec lui et de lui donner la préférence sur

(1) Arch. Puy-de-Dôme, 2688.

« le principe opposé, auquel allaient cependant toutes  
« ses sympathies (1) ».

Cette façon de procéder était injuste, car les riches qui possédaient beaucoup de terres, n'avaient pas besoin des communaux, et c'étaient pourtant eux qui en bénéficiaient le plus. C'est aux pauvres que devaient revenir les concessions ; n'ayant que peu ou pas de biens, ils auraient trouvé dans une attribution de jouissance des communaux plus équitable, une juste compensation et on aurait par ce moyen donné « la vie à plusieurs  
« familles, qu'une vache fait subsister et qui leur devient  
« inutile sans pacage (2) ». Au lieu d'en être ainsi on trouve en général dans presque tous les défrichements autorisés la même formule : que la part de chacun est fixée : « à proportion des cens qu'ils payent et des  
« bestiaux qu'ils nourrissent de leurs foins et  
« pailles (3) » ; que le partage sera fait : « proportion-  
« nellement au nombre de têtes dont la montagne est  
« composée et au nombre des bestiaux que les habitants  
« peuvent nourrir de leurs foins et pailles (4) » ; que chaque habitant recevra « une quantité de terrain proportionnelle au nombre de bestiaux qu'il possède. » En somme le pauvre était toujours frustré.

(1) TRAPENARD, *Le pâturage communal en Haute-Auvergne*, p. 95-96.

(2) Arch. nat., C<sup>7</sup>. 102, lettre de M. de Bérulle, du 20 août 1685.

(3) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2142.

(4) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2337.

On trouve un exemple remarquable de cette inégalité dans l'article 11, chapitre 28 de la coutume d'Auvergne où il est dit qu' « on ne peut faire pasturer bestial ès « pasturages communs, ou particuliers, d'aucune « justice, à plus grand nombre que l'on a hyverné et « nourri des foins et pailles provenants des héritages « que l'on tient en ladite justice, soyent leurs ou par « louage ou autrement ». La coutume semblerait donc consacrer le principe de l'inégalité des parts, principe adopté aussi par un grand nombre de coutumes locales. La prédominance de l'élément féodal en Auvergne est la cause de cette injuste répartition de la jouissance des biens communaux ; la qualité de propriétaire est trop prise en considération, et un habitant de Vic, dans une requête adressée au contrôleur général écrira avec raison que : « ce sont souvent ceux qui en ont moins besoin qui « possèdent ce qu'il y a de meilleur. Il semble que les « communaux devraient être pour les pauvres et non « pour les riches d'autant plus que ceux-ci ne prennent « pas la peine de les cultiver ; ils les donnent aux « pauvres à la moitié de leur produit, ce qui est une « vexation (1) ». Le comte d'Essuiles en 1770, dans son *Traité politique et économique des communes*, dira que si les riches donnent aux pauvres quelques bestiaux à nourrir « les conditions de ces traités sont souvent acca-

(1) Arch. nat., Q<sup>1</sup> 106.

« blantes pour ceux-ci et leur laissent à peine le rem-  
 « boursement de leurs propres avances, qu'une misère  
 « excessive leur fait cependant regarder comme un  
 « secours » et plus loin « on ne saurait penser que les  
 « seigneurs eussent voulu augmenter la fortune des  
 « riches à leurs propres dépens et qu'ils n'eussent  
 « destiné aux pauvres que les moindres secours que  
 « l'humanité et la raison les portaient à accorder à  
 « leurs sujets... Toute personne désintéressée décidera  
 « aisément cette question, il suffit de consulter son  
 « cœur ».

#### d) DES PARTAGES PAR ÉGALITÉ

Cependant le partage par égalité n'était pas inconnu en Auvergne, et on en trouve quelques exemples. C'est le cas pour le village de *Néboulières*, paroisse de *Dri-gnac*, dont les habitants ont pratiqué « de tout temps  
 « une division et une jouissance par portions égales  
 « d'un petit pré servant de communal (1) ». A *Vic*, tous les habitants étaient admis dans les communaux consacés au défrichement « sans distinction de pauvres ou  
 « riches (2) ». Le 18 novembre 1739, l'Intendant autorisant le partage des communaux de *Badouloux*, paroisse de *Bansac*, dit que ceux qui ont défriché

(1) Arch. Puy de-Dôme, C. 2273.

(2) Arch. nat., Q<sup>1</sup>. 106.

devront rapporter à la masse « pour être le tout « partagé... par égale portion entre tous les « habitants (1) ». Mais ce ne sont là que des exceptions.

*e/* AUTRE INCONVÉNIENT DES PARTAGES DE JOUISSANCE

Enfin un autre inconvénient dans la méthode employée pour les partages de jouissance était de donner les communaux aux habitants pendant un certain temps : au bout de quelques années on les changeait si bien que ceux qui avaient le mieux travaillé leur part s'en trouvaient privés, et le cultivateur, qui ne se séparait qu'avec peine du fonds qu'il avait bonifié par ses soins, et dont souvent il se considérait presque comme devenu propriétaire, était découragé et ne donnait plus aucun soin à la culture.

*f/* INFLUENCE DES IDÉES NOUVELLES

Il fallait donc une réorganisation complète de la jouissance des biens communaux. L'administration supérieure trop préoccupée de conserver aux communautés leur patrimoine pastoral, voyait avec défaveur le partage. Ce n'est que lorsque l'économie agricole aura repris le premier rang, lorsqu'on reconnaîtra qu'elle est « la seule base de la puissance des États, et pour dire

(1) Arch. Puy de-Dôme, C. 1977.

« mieux, qu'elle seule constitue cette puissance (1) » qu'on s'occupera alors sérieusement de la question des communaux.

« Vers l'an 1750, la nation rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus romanesques encore et de disputes théologiques sur la grâce et sur les conclusions..... se mit enfin à raisonner sur les blés ».

Sous une forme plaisante, Voltaire fait là une observation profonde, et l'engouement dont les hautes classes se prirent à cette époque pour l'agriculture, fut une mode bienfaisante : les communaux en subirent l'heureux effet.

Le problème économique de la mise en valeur des communaux se posa alors avec une acuité particulière ; des plaintes s'élevèrent contre la forme collective de la propriété communale ; l'état de droit était en désaccord avec l'état de fait. Des disettes fréquentes affamaient le peuple ; on cherchait des remèdes, on essayait de découvrir les causes du mal ; l'esprit d'initiative des conseils locaux fut ainsi mis en éveil.

De 1680 à 1750 l'inégalité et l'arbitraire de l'impôt entravèrent les progrès de l'agriculture ; de 1750 à 1789, il y aura encore de la misère, mais l'administration sera

(1) Arch. nat., K. 906, Mémoire sur l'agriculture, n° 24.

plus libérale ; l'Intendant d'Auvergne cesse de lui-même d'exercer la juridiction que lui avait conférée les arrêts de 1688 et de 1737 en ce qui concerne les contestations au sujet des biens communaux ; l'agriculture a pour elle la faveur publique. Beaucoup pensent fort qu'il y aurait à gagner en répartissant les biens communaux, et en intéressant chaque propriétaire à améliorer la part qu'il en retirerait divisément. Le partage des communaux est désormais à l'ordre du jour ; mais sous quelle forme le permettra-t-on ?

Le gouvernement commença d'abord par décider une série de mesures préparatoires, circonstanciées et locales, favorables au partage. Dès 1761 il accorda des encouragements à ceux qui défrichaient des terres incultes. En 1764 une déclaration du roi permet à tous seigneurs et propriétaires de marais, palus et terres inondées, d'en faire le dessèchement. En 1766, par une nouvelle déclaration, le roi exempta d'impôt les landes défrichées après une déclaration régulière. Mais ces mesures étaient insuffisantes.

L'État comprit l'utilité de réformes plus radicales. D'aucuns présentaient le partage de presque tous les communaux comme une mesure devant augmenter la productivité des terres, accroître le bien-être des habitants, mettre un terme à tous les abus, à toutes les disputes qu'engendraient les pratiques antérieures. D'autres, sans repousser d'une façon absolue l'idée de

partage, alléguaient qu'il fallait améliorer, mais tout en réservant les droits des générations futures, représentées par l'entité communale, et en tenant compte des nécessités locales. Ce parti était sans doute le plus sage ; il eut peut-être abouti, si l'activité de quelques hommes éclairés n'avait trouvé un obstacle insurmontable dans des usages immémoriaux dont la vétusté même était invoquée comme le plus sacré des titres par ceux qu'un nouveau mode de jouissance aurait lésés. La question resta donc irrésolue jusqu'à la Révolution qui bouleversa tout.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### LES ENQUÊTES DE 1768 ET DE 1780

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Mesures préliminaires et projet de M. d'Ormesson**

C'est seulement vers 1750, avons-nous vu, que l'agriculture et ses progrès, devenant le principal objet de l'attention du gouvernement, on s'attaqua aux biens communaux. Jusqu'alors on les avait toujours considérés comme indispensables aux besoins des communautés, sans eux les pauvres se seraient trouvés sans ressources pour la nourriture de leurs bestiaux, la population elle-même s'en serait ressentie. Seul, leur état d'indivision permettait d'en tirer un parti utile et avantageux ; étant destinés à la nourriture du bétail, on ne concevait pas que les communaux pussent être convertis à des usages différents.

Mais brusquement il se produisit un revirement com-

plet dans l'attitude de l'administration supérieure. De bienveillante qu'elle était, elle devient nettement hostile à la conservation du patrimoine communal. On se demande si le mode de jouissance pratiqué jusqu'alors était bien le plus productif ; s'il n'y avait pas une meilleure utilisation du sol, si chaque copartageant ayant en toute propriété une part « certaine et déterminée » ne lui ferait pas rapporter tout ce dont elle serait susceptible, en faisant succéder des récoltes abondantes à un produit jusqu'alors presque nul ; si, en un mot le partage des biens communaux entre les habitants ne serait pas la solution cherchée.

Et entiché de ces nouvelles idées, le pouvoir royal ne verra plus désormais dans le patrimoine communal, qu'un obstacle sérieux à tout progrès agricole.

On va encourager par tous les moyens les défrichements, on accordera des exemptions et des privilèges à tous ceux qui entreprendront de défricher et convertir en bonnes terres « des terrains incultes ».

C'est d'abord un arrêt du Conseil du 16 août 1761 :  
 « Le roi étant informé, dit-il, qu'il se trouve dans  
 « plusieurs des provinces et généralités du royaume les  
 « plus chargées d'impositions, des landes et terres  
 « incultes que les propriétaires pourroient se porter à  
 « faire défricher et cultiver ; s'ils n'étoient retenus par  
 « la crainte des impositions auxquels eux ou leurs  
 « colons pourroient être sujets pour raison des augmen-

« tations de revenus et profits que pourroient leur pro-  
 « curer lesdites nouvelles cultures, d'où il résulteroit  
 « qu'ils ne pourroient plus se dédommager des dépenses  
 « et avances considérables qu'il est nécessaire de faire  
 « pour mettre ces biens en valeur » et pour obvier à cet  
 inconvénient, il décide que les défrichements des terres  
 incultes seront soustraits pendant dix ans, à la taille,  
 aux vingtièmes et autres taxes et que ce délai pourra  
 être prolongé suivant l'importance et le succès des  
 défrichements.

Le 13 août 1766, une déclaration du roi vient compléter et corriger cet arrêt ; elle porte que ceux qui défrichent les terres incultes, après avoir rempli les formalités prescrites par cette déclaration, jouiront, pour raison de ces terrains, de l'exemption de dîmes, tailles, et autres impositions quelconques, même des vingtièmes, pendant quinze ans, à compter du mois d'octobre qui suivra la déclaration obligatoire de la quantité de terres qu'ils voudront défricher. En outre les étrangers, à condition d'établir leur domicile dans la localité, seront réputés regnicoles et jouiront comme tels de tous les avantages dont jouissent les sujets du Roi.

Enfin un dernier arrêt du Conseil du 2 octobre 1766, rendu en interprétation de la déclaration précédente, confèrera de nouveaux avantages aux entrepreneurs de défrichements en leur accordant des exemptions ou réductions importantes en matière de droit de contrôle.

centième denier et francs-fiefs pour tous les terrains défrichés.

Malgré ces encouragements les défrichements autorisés furent peu nombreux. Les formalités préalables et la difficulté d'obtenir sans procès l'exemption des dîmes sur les terrains défrichés rebutaient les agriculteurs. « Les exemptions de taille, dit M. Gueyffier, subdélégué  
« de Brioude, sont illusoires, attendu que si on ne cotise  
« pas le propriétaire à raison du produit des terres  
« défrichées on augmente sa cote personnelle... Une  
« seule communauté, celle de Lorlaye, a exécuté un  
« travail utile et lucratif : le dessèchement d'un marais :  
« mais elle s'est dispensée à cette occasion de l'accom-  
« plissement des formalités requises (1) ».

Aussi bon nombre d'habitants préféraient-ils se livrer, sans aucune déclaration, sans aucune formalité, non seulement aux défrichements des terres incultes, mais même par une fausse interprétation de la déclaration du roi du 13 août 1766, à la culture de grande partie des communaux. Cela leur était d'autant plus facile que les intendants s'étaient depuis longtemps abstenus de connaître des contestations à ce sujet ; encouragés par l'impunité, les particuliers se livrèrent à de tels abus sur les communaux que de tous côtés les plaintes affluèrent ; des disputes et des procès eurent lieu.

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 272.

C'est alors que M. de Montyon, intendant, crut bon de demander le renouvellement des arrêts d'attribution dont avaient joui ses prédécesseurs. Cette démarche eut lieu à la suite d'une plainte de M. Teillard, procureur du roi à Murat, qui priait le contrôleur général de lui donner des ordres pour poursuivre les usurpateurs et les obliger à se désister. C'est cette plainte qui va être la cause initiale, et le point de départ de la question du partage des communaux en Auvergne. En effet le 3 mai 1768, M. d'Ormesson demande à M. de Montyon son avis sur la suite à donner à cette affaire.

L'intendant, par deux lettres, l'une du mois de juin 1768 et l'autre du 20 août suivant, répondit que M. Teillard devait sans doute ignorer l'arrêt du Conseil du 25 décembre 1737 qui attribue cette juridiction à l'intendant et que, du reste, si, par dérogation à l'arrêt de 1737, on renvoyait ces sortes d'affaires devant les juges ordinaires le remède serait pire que le mal ; ces questions ne pourraient être agitées sans exciter des haines et des querelles qui ne finiraient jamais : « Le  
« papier marqué désolera plus les campagnes que n'a fait  
« la fameuse hyène, c'est un genre de contestations qui  
« tient à l'administration et qui doit être traitée sans  
« frais et sans l'intervention des officiers de justice (1) ». Et M. de Montyon ajoute qu'il existe en Auvergne un

(1) Arch. du Puy-de-Dôme, C. 2476.

très grand désordre sur la matière des communaux et qu'il est temps de prendre un parti à cet égard en renouvelant les dispositions de l'édit d'avril 1667 et des arrêts du 8 mai 1688 et du 26 décembre 1737, qui sont tombés en désuétude.

M. d'Ormesson répond le 27 septembre 1768 qu'il abandonne la plainte du Procureur du roi de Murat comme mal fondée et qu'il approuve l'intendant de vouloir faire cesser les voies de fait et les procès ruineux, occasionnés par les usurpations ; mais au lieu de parler du renouvellement des arrêts d'attribution, il propose une autre solution : « S'il était possible, dit-il, de rendre  
« ces terrains à la culture, sans nuire au droit des  
« communautés, je me persuade aisément que vous  
« envisageriez des avantages réels dans l'accroissement  
« des productions de la terre et que loin de souhaiter  
« que ces terrains restassent incultes, vous désireriez  
« qu'ils fussent mis en valeur et servissent à enrichir les  
« membres des communautés à qui ils appar-  
« tiennent (1) ». Mais M. d'Ormesson ne fait pas de cette proposition une règle applicable à toute la généralité :  
« Le défrichement de toutes les communes est vraisem-  
« blablement impossible et je ne doute point de la  
« nécessité de conserver en état de pâturage celles qui  
« par leur position ne doivent pas être cultivées, soit

(1) Arch. du Puy-de-Dôme, C. 2476.

parce que le terrain ne le permet pas, soit par les inconvénients locaux qui pourroient en résulter, mais j'ai bien de la peine à croire qu'il n'y en ait pas une grande quantité qu'il seroit utile de mettre en valeur et qui seroient susceptibles de la meilleure culture (1) », et c'est alors que M. d'Ormesson propose de faire rendre un arrêt pour autoriser les habitants des paroisses d'Auvergne à partager leurs fonds communaux : « Je vous avouerai que le contrôleur général et moi serions fort aisés de profiter de l'attribution, qui a existé jusqu'à présent dans votre généralité pour y étendre autant qu'il seroit possible le défrichement des communes et leur partage entre les habitants des communautés. L'opération dont il s'agit se fait depuis un an avec le plus grand succès dans la généralité de Paris et dans celle de Soissons, les habitants des paroisses où il existe des communes propres à la culture s'assemblent et demandent à être autorisés à en faire le partage entr'eux (1) ».

Dans ces deux régions, en effet, les habitants avaient constaté que beaucoup de communaux « quoique de nature à produire des bleds et grains de toute espèce » étaient d'un produit absolument nul. Ces terres toujours en friche et foulées par les bestiaux se desséchaient et se dégradaient « au point de ne pas pouvoir produire

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 2474.

« dans l'année entière la nourriture de 20 bestes tant à « cornes qu'à laine ». Ils avaient remarqué aussi que la quantité de bestiaux avait été toujours plus considérable dans les paroisses qui ne possédaient aucun bien communal que dans celles qui en avaient ; d'où ils concluaient que l'augmentation du nombre des bestiaux était due non pas « aux communes et usages » mais « à l'aisance de chaque habitant », que par conséquent le seul moyen d'éviter leur ruine totale, c'était de partager entre eux tous, sans exception, lesdits communaux en toute leur valeur. Le partage sera fait par parts égales en qualité et quantité et chaque part tirée au sort par les habitants dans l'ordre où ils seraient placés aux rôles des tailles (1). Et M. d'Ormesson termine en disant que si M. de Montyon pense que ce plan puisse être suivi avec succès en Auvergne il proposera au Contrôleur général de faire rendre un arrêt qui en renouvelant les attributions dont ont joui ses prédécesseurs lui procure les moyens de seconder les vues du Conseil à cet égard.

Ce système était très encourageant, mais M. d'Ormesson oubliait une chose ; c'est que le sol d'Auvergne était bien différent du terrain parisien où seule la culture pouvait rendre les terres utilisables et productives, et où par conséquent le partage ne pouvait être qu'avantageux.

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 1838.

En Auvergne, la situation n'était pas la même, comme le reconnaîtra dix ans plus tard M. Necker ; s'il est vrai qu'il y existait quelques terres incultes qui eussent pu être partagées avec profit, la plus grande partie des communaux constituait un excellent pâturage pour les bestiaux et devait être d'un partage difficile, sinon impossible. C'est ce que fit remarquer, avec raison, l'Intendant à M. d'Ormesson. Il reconnaît bien que le partage offre de réels avantages, car la propriété commune étant divisée, chaque nouveau propriétaire, jouissant tranquillement et paisiblement de sa chose en tirera certainement le meilleur parti possible. « Mais, objecte-t-il, reste à savoir, s'il n'est point quelques raisons locales, quelques circonstances particulières qui s'opposent en Auvergne à l'exécution de ce principe ; le sol de cette province est un des plus variés et des plus inégaux qu'on trouve en France. On y distingue quatre sortes de sol : le marais, la limagne ou la plaine, la montagne et le pays coupé ; dans ces quatre sortes de pays, la quantité, la qualité et le parti qu'on tire des communaux est très différent (1) ».

Aussi en raison de ces circonstances, et avant de prendre un parti, l'Intendant a-t-il besoin de se renseigner. Mais tout d'abord il désirerait connaître la

(1) Pour ce document et les suivants, voir arch. Puy-de-Dôme, C. 1838.

façon dont M. d'Ormesson entend faire ce partage, doit-il avoir lieu par tête ou bien en proportion des propriétés. Le partage par tête qui semble être le plan suivi dans les généralités de Paris et de Soissons et avoir la préférence de M. d'Ormesson sera d'une application impossible en Auvergne : « Je doute fort, dit M. de Montyon, que ce soit le plus juste et je craindrois fort qu'il ne portât de fortes atteintes à l'éducation des bestiaux, à leurs engrais, et à la subsistance de ceux nécessaires pour le labourage, d'ailleurs il seroit contraire à l'esprit de la loi municipale et aux usages suivis dans la plus grande partie de l'Auvergne ». Mais en admettant cette difficulté résolue, il reste encore de sérieux inconvénients. Ces partages occasionneront des frais considérables qui « pourront bien absorber la valeur de la propriété partagée ». Il sera souvent difficile de fournir des chemins à chaque particulier pour parvenir à sa petite propriété. De plus dans un terrain où la même étendue de sol peut être décuplée de la valeur l'une de l'autre », comment fixer équitablement la part de chacun ? Enfin comment, « étouffer les haines, les vengeances auxquelles donnera lieu un établissement de cette espèce dans lequel il sera difficile d'empêcher la partie qui se verra lésée de nuire à la propriété et aux productions de son voisin plus avantageusement traité ». Et l'Intendant termine en déclarant qu'il voudrait bien savoir comment on a remédié à

tous ces inconvénients dans les régions qu'on lui cite où cette opération réussit.

En même temps il s'adresse aux subdélégués de sa généralité pour leur demander des éclaircissements, au sujet du partage proposé désirant se munir de tous les renseignements nécessaires et ne voulant pas prendre un parti sans avoir leur avis « dans lequel j'ai confiance », leur dit-il.

Dans cette lettre datée du 21 décembre 1768, M. de Montyon fait ressortir tous les avantages et les inconvénients qu'offre à ses yeux le partage des communaux, exposant les deux théories avec une égale impartialité : « ce plan de partage, dit-il, peut trouver, dans l'exécution beaucoup d'obstacles et de difficultés. Les communaux qui, pour la plus grande partie sont des pâtures, fournissent aux alimens des bestiaux : le pauvre y trouve une ressource par l'exemption des frais de nourriture des animaux nécessaires à sa subsistance ; la petite portion de propriété, qui remplacera son droit, ne lui permettra pas de nourrir autant de bestiaux. Si même le partage des communaux se fait, comme il serait assez équitable, à raison des propriétés, le journalier qui n'a point de sol n'y sera point admis, et sera obligé de se défaire de la vache ou de la chèvre qu'il possède et qui lui est nécessaire. Ainsi il perdra les moyens de subsister et quittera le pays pour aller les chercher ailleurs. La suppression de

« ces communaux ne peut-elle pas encore nuire à la  
 « population en empêchant de s'établir dans le lieu.....  
 « des étrangers au village, à la province..... même au  
 « royaume, qui sont invités à s'y fixer, parce qu'en  
 « arrivant ils se trouvent propriétaires par l'association  
 « à la propriété commune ; cette propriété est un motif  
 « d'attachement au sol d'autant plus fort que celui qui  
 « veut quitter sa patrie perd ses droits sans en tirer  
 « aucun parti. Voilà des raisons assez fortes pour faire  
 « rejeter le partage des communaux. Mais d'un autre  
 « côté on peut dire que..... les soins donnés au sol en  
 « augmentent toujours les productions..... que la quan-  
 « tité de foins, de grains et de productions de toute  
 « espèce étant plus considérable, il y aura plus de con-  
 « sommateurs, plus de gens riches qui auront le moyen  
 « d'employer les bras de journaliers ». Et l'Intendant  
 termine sa lettre en demandant à ses subdélégués « un  
 « état de la valeur et de l'étendue des communaux » de  
 leur département respectif, état qui ne fut d'ailleurs  
 fourni que par quelques subdélégués de la Basse  
 Auvergne.

Voilà donc la question posée, quelles vont être les  
 réponses des subdélégués ? La province d'Auvergne  
 accueillera-t-elle favorablement cette proposition ? C'est  
 ce que nous verrons dans le chapitre suivant.

---

## CHAPITRE II

### Enquête de 1768

L'autorité supérieure, désireuse d'introduire en Auvergne un système appliqué ailleurs avec succès, avait demandé à l'Intendant son avis sur l'opportunité d'une telle mesure dans sa généralité. M. de Montyon chargé de cette enquête, en homme habile et bon administrateur, ne voulut point prendre une détermination sans consulter ses subdélégués et ce sont leurs réponses mûrement étudiées et réfléchies qui vont faire l'objet de ce chapitre. Pour la clarté de notre étude, au lieu de nous livrer à une analyse complète de chacune de ces réponses, nous diviserons notre sujet. Nous examinerons d'abord, s'il était nécessaire au point de vue de l'intérêt général, de décréter le partage des communaux ; puis, passant à l'intérêt particulier, nous verrons dans quelle région, montagne ou pays coupé, limagne ou marais, le partage était le plus avantageux ; s'il devait influencer sur la population et quel serait le sort des pauvres et des étrangers, de quelle façon on devrait procéder au partage, si les frais qui en résulteraient, seraient considérables et si des procès ne surgiraient pas

de ce nouvel état de choses, autant de points qui feront l'objet d'une section spéciale. Les réponses des subdélégués, complétées par celles de quelques notables également consultés nous fourniront des renseignements sérieux et irréfutables. Et c'est ainsi que nous arriverons à reconnaître d'une façon à peu près certaine, dans quelle mesure l'Auvergne était prédisposée à accueillir favorablement la suppression des communaux, votée les 10 et 11 juin 1793.

## SECTION I

**Était-il de l'intérêt général de décider le partage des communaux en Auvergne?**

C'était là un grave problème à résoudre surtout dans un pays où le sol est aussi varié qu'en Auvergne, et où les habitants avaient des intérêts différents. Aussi ne serons-nous pas surpris de la variété des avis d'une subdélégation à l'autre, et de la difficulté d'en tirer une conclusion unique. Néanmoins nous constaterons que si tous les subdélégués n'étaient pas des adeptes de la théorie nouvelle, tous du moins convenaient qu'une amélioration devait être apportée à la jouissance des biens communaux. Mais n'anticipons pas et laissons aux personnes compétentes de l'époque, appelées à faire

leurs observations à ce sujet, le soin de trancher la question (1).

*M. Mignot*, subdélégué de Thiers, approuve sans restriction le projet proposé. Pour lui le partage des communaux présente des avantages réels si considérables que les petits inconvénients inséparables d'une division ne doivent pas compter. Les propriétés particulières sont mieux cultivées, chacun fait dans son « fond ce qu'il juge à propos, choisit son tems pour le « cultiver, le destine à la production à laquelle il lui « paroît le plus propre, le rend défensable en le séparant « des propriétés voisines » ; en un mot la jouissance particulière est la plus productive de toutes. Les biens communs au contraire, ne changent pas de nature et ne font qu'un « sol ingrat sur lequel personne ne trouve à « profiter sensiblement par la surcharge des bestiaux « que les communs y mettent à l'envi les uns des « autres » et se plaçant à un point de vue régional, il déclare que le peu de bois qu'il y avait à Thiers, où il s'en fait une grande consommation, tant pour le commerce que pour les fabriques, a été saccagé ; les jeunes pousses sont dévorées par les bestiaux, tandis qu'avec la division des communaux « les riches propriétaires laisseroient croître dans leur portion des

(1) Pour tous les développements qui vont suivre, voir arch. Puy-de-Dôme, C. 1838.

« bois dont le sol après un certain âge fourniroit encore  
« à la pâture des bestiaux ».

*M. Bonnel*, subdélégué à Vic-le-Comte, est au contraire sceptique. Il craint que les inconvénients qui résulteront de la division des communaux ne soient très considérables et que le public n'en tire que de médiocres avantages. D'autre part il fait observer que dans certains pays, le produit d'une partie des communaux est affecté aux dépenses publiques du corps des habitants qui perdrait ainsi ce revenu par le partage et serait hors d'état de fournir aux dépenses ordinaires dont il est tenu annuellement.

Tel n'est pas l'avis du subdélégué de Mauriac, *M. Tournemire*. Fidèle partisan des idées nouvelles, dont il se fait l'apôtre, il trouve que les parties communes sont d'un rapport quasi nul, eu égard à ce qu'elles pourraient produire si elles étaient cultivées. La principale ressource du pays est l'élevage des bestiaux qu'il importe d'augmenter et c'est dans ce but qu'il croit nécessaire de procéder à un partage général des fonds communs. « Je suppose, dit-il, un village qui aura en  
« étendue 100 têtes de communaux ; ce fond souvent  
« infertile et qui à peine pourra faire subsister 100 têtes  
« de menu bétail, partagé et mis en valeur, en nourrira  
« abondamment 400 testes ou donnera des fourrages ».

Puis poussant plus loin ses investigations, *M. Tournemire* déclare que, si la partie des communaux en nature

de bruyères est infertile, c'est qu'elle est négligée, tandis que mise en valeur on en tirerait de bons champs. Il en est de même pour les bois qui sont saccagés et « où à peine y trouverait-on de quoy faire des fagots » dont la destruction n'est due qu'au défaut d'entretien et de surveillance d'une mauvaise administration, qui disparaîtrait avec le partage. Toutefois il convient qu'on pourrait laisser les choses en leur état actuel, si les communaux pouvaient être mis en valeur, comme ils le seraient si le projet de partage avait son exécution, mais ce n'est là qu'une chimère, car « l'impossibilité « morale subsistera toujours et le partage devient indis-  
« pensable ; on voit en effet, avec peine, des fonds vastes  
« et étendus qui deviendroient précieux par une bonne  
« culture, n'être que la plus légère ressource dans l'état  
« actuel ».

*M. de Monlluc*, subdélégué de Saint-Flour, ne voit pas non plus d'inconvénients à accorder le partage aux communautés qui le désirent, bien qu'il reconnaisse que dans son élection, cela ne conviendra vraisemblablement pas aux deux tiers des paroisses.

A *M. Godivel*, subdélégué de Besse, il semble que les inconvénients généraux, joints aux inconvénients particuliers, résultant de la situation de plusieurs communaux, de la nature du sol et autres obstacles, doivent renverser le projet de partage. Mais il n'en est rien ; tout au contraire il est indispensable que ce projet soit

mis à exécution et les avantages sont si évidents qu'il juge inutile d'en parler.

Toutefois quelques modifications sont nécessaires. Ainsi il est quelques aisances qu'il faudrait laisser aux habitants car elles servent « de douces avenues pour les « bestiaux qui trouvant à paître au sortir de l'étable ne « précipitent pas leur marche vers l'endroit où ils « doivent passer la journée ». Il y a également des communaux, qui, par la mauvaise nature du sol, ne sont propres qu'à l'élevage des moutons et que le partage ne saurait rendre plus fertiles. Enfin un autre inconvénient sérieux auquel il faudra remédier, c'est la multiplicité des bergers nécessaires après le partage.

Mais sauf ces quelques restrictions, le projet a l'entière approbation de M. Godivel.

*M. Boudal*, subdélégué à Lezoux, approuve également le projet, qui permettra de mettre un frein à la trop grande quantité de bestiaux que l'on conduit dans les communaux et qui n'y trouve, du reste, qu'une pâture médiocre. La culture de ces fonds les rendra plus productifs et d'une valeur bien plus considérable. Toutefois il faudrait réserver une partie des communs à « la « nourriture des moutons, porceaux, oyes et autres « petits animaux » et dans ce but prendre la précaution « de faire faire cette division en présence d'un com- « missaire qui, d'après les connaissances qu'il aura « prises, et sur la représentation des habitants »

laisserait la part nécessaire à cet usage. Dans ces conditions, l'arrêt du Conseil ne pourrait que procurer un avantage réel.

*M. Pagès de Vixouzes*, subdélégué d'Aurillac, est loin d'être du même avis ; il se prononce au contraire nettement contre le projet, et dit même qu'il serait à souhaiter que loin d'être supprimés, les communaux fussent en plus grand nombre. Les pâturages sont en effet en Auvergne les biens les plus précieux et « les  
« mêmes motifs qui les ont maintenus de tous les tems  
« en nature de communaux et comme tels inaliénables  
« et imprescriptibles, subsistent encore ;... et il en  
« faudrait de bien puissants pour dénaturer des fonds  
« qui depuis tant de siècles ont été jouis en nature de  
« communaux et faire des propriétés particulières de ce  
« qui a appartenu de toute ancienneté à plusieurs ».

*M. de Vixouzes*, il est vrai, reconnaît que les communaux sont surchargés de bestiaux et que l'on y mène les bêtes trop tôt, ce qui n'arriverait pas, avoue-t-il, s'ils étaient partagés, mais ces abus ne doivent pas influencer sur la décision qu'on propose, car dans son élection ce serait anéantir les communaux, qui n'y sont du reste qu'en petit nombre, que de les partager. D'ailleurs pour qu'un pâturage soit utilement exploité, il faut qu'il soit d'une grande étendue que « les bestiaux puissent par-  
« courir, surtout si se sont des jumens ou des poulains ;  
« ces animaux aiment la liberté et la compagnie ; s'ils

« sont seuls et renfermés dans une petite enceinte, on  
 « ne peut les y retenir..... de telle sorte que tel com-  
 « munal qui suffiroit dans son entier pour nourrir par  
 « exemple 50 bêtes, partagé qu'il soit entre plusieurs,  
 « n'en nourrira pas 20 ». Du reste tous les communaux  
 ne sont pas susceptibles d'être labourés, tels sont les  
 vastes et excellents terrains de Vic et d'Yolet, qui ne  
 peuvent être exploités qu'en pâturage. Ce qu'il importe  
 d'augmenter, ajoute-t-il, ce ne sont pas les fonds de  
 culture qui ne manquent pas, mais plutôt les ressources  
 nécessaires pour les mettre en valeur. Enfin les impôts  
 pèsent sur le bourgeois qui est dans l'impossibilité de  
 faire vivre des journaliers en les faisant travailler, « car  
 « il n'a pas lui-même de quoi vivre ».

Et M. de Vixouzes termine en disant que le projet  
 proposé ne peut être avantageux qu'aux gros tenanciers  
 et ruineux pour les pauvres, et qu'il doit, pour cette  
 raison, être rejeté ; du reste « la coutume d'Auvergne  
 « qui est adoptée dans le país de droit écrit, y a suffi-  
 « samment pourvu ».

Tel est l'avis des subdélégués ; mais M. de Montyon  
 ne s'était pas contenté de leurs réponses ; il avait égale-  
 ment, avons-nous dit, demandé des mémoires à des  
 notabilités de la province, à M. le baron de Pradt, à  
 M. Colin, avocat au Parlement, et à M. Chabrol.

Les deux premiers furent nettement hostiles au projet,  
 surtout le baron de Pradt. Il déclare que ce serait un

désastre que de procéder au partage des communaux.

« La ressource des communaux fournit un port contre  
 « l'orage, on se retourne de ce côté ; là, on s'y accroche,  
 « on rencontre dans la jouissance commune un brin  
 « d'herbe pour nourrir une vache et un coin de terre  
 « qui sert à élever un bout de famille. L'espérance se  
 « trouve souvent confondue ; la liberté d'espérer anime  
 « l'entrepreneur et empêche le dégoût général ». Il  
 continue en faisant un long plaidoyer en faveur des  
 communaux qui soutiennent les indigents, favorisent la  
 population, suspendent la désertion et excitent l'émulation et il termine par cette comparaison pleine d'emphase : « L'état de la question tendt à l'augmentation  
 « de l'agriculture par le partage des communs, propo-  
 « sition véritable dans les bons pays, dans les beaux  
 « pays, dans ceux que le soleil dore de ses magnifiques  
 « rayons, et que le gouvernement encourage ; nous,  
 « rejettés dans un coin du tableau, oubliés du soleil,  
 « habitants un climat où les élémens sont à peine  
 « ébauchés, le partage des communs doit anéantir cette  
 « partie de montagne et notre existence ».

*M. Colin* n'est pas aussi pessimiste. Il est partisan de la théorie de Basmaison sur l'origine des biens communaux, et comme tel adversaire du projet. « Ce serait  
 « vouloir détruire un bien formé d'un consentement  
 « mutuel dont l'avantage a été reconnu de tous temps  
 « et donner par là atteinte à cette branche essentielle

« du commerce si l'on ordonnait le partage de ces  
« mêmes communaux ».

Du reste, il ne voit pas l'avantage qui pourrait résulter du partage : « la nature du sol exige absolument que  
« l'on laisse les choses au même état, autrement ce  
« serait détruire un bien général pour n'en tirer aucun  
« profit particulier » et il ajoute que « d'ailleurs le  
« génie du peuple montagnard d'Auvergne s'opposerait  
« à toute novation et changement à cet égard. » Enfin, comme néanmoins il y a quelques rares paroisses où le partage pourrait être de quelque utilité, il propose pour celles-ci de laisser les habitants libres de prendre un parti « persuadés qu'ils sauront bien choisir le party  
« qui leur sera le plus avantageux. »

Enfin, *M. Chabrol* dans un mémoire remarquable s'est fait l'apologiste du partage, et c'est ce mémoire qu'il reproduira presque textuellement dans son commentaire de la coutume d'Auvergne. D'après lui le partage doit augmenter les produits de l'agriculture et accroître par conséquent la richesse du pays. Les terres en friche mises en culture produiront des récoltes considérables grâce à la charrue et aux engrais ; les lieux inondés seront desséchés et deviendront des prés : des irrigations transformeront en bons pâturages ceux que le manque d'eau rend stérile ; de plus chaque troupeau pacageant séparément, on ne sera plus exposé à voir aussi souvent ces terribles épidémies dues au mélange de tous les

bestiaux d'une paroisse : « un mouton malade broute  
 « une plante qu'il enduit de sa salive ; celui qui le suit  
 « attaque la même herbe, ainsy les germes du mal se  
 « communiquent du premier au second et bientôt à  
 « tous ».

Les bois communs sont saccagés, les tiges coupées à tout âge et dans toute saison, et cependant la régénération des bois est un objet précieux en France ;  
 « l'augmentation que les manufactures de luxe ont  
 « apporté dans la consommation ont rendu rare et chère  
 « une production qui surabondait autrefois, » le partage remédierait à cette perte en redonnant bientôt aux bois une valeur considérable.

Les friches, les pacages, les bois communs devenus des héritages particuliers supporteront leur part d'impositions, et les rendront ainsi moins lourdes.

M. Chabrol examine ensuite les ordonnances de 1667 et 1669 relatives au triage des communaux et déclare, que si ces ordonnances sont peu favorables au partage, c'est qu'à cette époque la division des communaux paraissait contraire au bien général. Cependant beaucoup de paroisses ont partagé les leurs et « dans  
 « d'autres les habitants sont convenus de défricher  
 « chacun un canton séparé et la différence qu'on  
 « aperçoit au premier coup d'œil entre l'état de ces  
 « communaux indivis est un sûr indice de l'utilité de  
 « ces divisions en général. Les portions, dont les

« seigneurs Hauts Justiciers ont obtenu le triage, sont  
« dans l'état le plus florissant tandis que les deux tiers  
« restés aux habitants conservent leur premier état  
« d'infertilité ».

On peut objecter que si les communaux des paroisses sont partagés, il y aura moins de bestiaux, moins d'engrais, et par là moins de récoltes ; mais à cela on peut répondre par des exemples ; en effet, beaucoup de paroisses n'ont que peu ou pas de communaux et l'on ne voit pas qu'il y ait moins de bestiaux dans ces paroisses. Quant aux engrais, ils augmentent au contraire ; en effet les pailles converties en fumier donnent un engrais riche en sel, or les pailles augmenteront avec les défrichements auxquels donnera lieu le partage des communaux et l'engrais avec elle. Les foins augmenteront aussi, et l'on pourra nourrir plus de bestiaux et nécessairement les engrais se multiplieront encore avec les bestiaux.

Enfin combien de terrains communaux et infertiles seront propres à former des prairies artificielles qui produiront deux récoltes par an et même un pacage à la suite.

En un mot, autant M. de Pradt est adversaire irréductible du partage, autant M. Chabrol en fait une peinture brillante et alléchante. Tous les points de sa thèse sont étudiés avec une logique et un raisonnement remarquable ; et, dix ans plus tard, M. de Chazerat, intendant,

saura apprécier le travail de M. Chabrol à sa juste valeur, en lui empruntant la plupart de ses idées, qu'il reproduira presque textuellement dans un mémoire que lui demandera Necker sur le même sujet.

Telles sont, au point de vue général, les idées émises par les personnes compétentes qui avaient eu à donner leur avis à M. de Montyon. Sauf quelques exceptions, elles sont généralement favorables au projet de M. d'Ormesson ; mais reste à savoir si au point de vue des intérêts régionaux et particuliers les avis étaient les mêmes, c'est ce que nous allons maintenant examiner.

## SECTION II

**Le partage était-il utile dans la montagne ou dans le pays coupé, dans la limagne ou dans le marais ?**

Étant donné la variété du sol auvergnat, il était à présumer que le partage des communaux ne serait pas également avantageux pour toutes les régions. C'est en effet ce que nous constaterons en examinant à nouveau les réponses des subdélégués et notables, sur ce point ; certains qui étaient entièrement favorables au projet, qui en reconnaissaient les avantages incontestables, déclaraient cependant qu'il était inapplicable dans certaine partie de leur subdélégation. Mais, comme l'Auvergne était divisée en quatre sortes de terrains : la

montagne, le pays coupé, la limagne et le marais, nous allons être obligé d'étudier séparément chacune de ces régions.

#### 1° La montagne

Les communaux de montagne pourraient être divisés et le produit n'en serait que meilleur, dit *M. Vialard*, subdélégué à Lempdes, mais il y faudrait une condition; ce n'est que « si chacun qui y a droit, jouissait de ses  
« têtes d'herbage à proportion de son sol, par le soin  
« particulier qu'il en auroit en les faisant fianter avec  
« plus de règle et d'attention, au lieu que ces mon-  
« tagnes, étant communes, les fumades (1) ne sont point  
« faites avec attention, ny faites dans les endroits qui  
« en auraient le plus besoin ». C'est ainsi que celui qui n'aurait que dix têtes d'herbage, pourrait avec des soins en avoir « douze et peut-être quinze ».

*M. Mallesaignes*, subdélégué de Bort, est d'avis aussi que les communaux de la montagne, qui sont très étendus, sont susceptibles d'une culture plus avantageuse. En effet, le terrain de ces communs est « aussy bon et  
« même supérieur en bonté au terrain qui est tenu en  
« propre ». Or, avec des soins, de la culture, on peut en faire des prés abondants en fourrages « pour l'en-  
« tretien et l'éducation d'un plus grand nombre de

(1) On désignait par fumade, le séjour des bestiaux dans un lieu déterminé.

« bestiaux qui sont la récolte du païs de la montagne  
« et toute sa valeur ».

*M. de Montluc* est moins affirmatif. Les paroisses de la partie montagneuse de son élection ont des communautés très vastes ou assurément les grains y réussiraient très bien, si « on s'attachait à l'agriculture ». Mais, il n'est pas partisan du partage de tous les communaux de montagne ; il faut seulement en diviser une partie, pour être convertie, en terres laboureables et, en procédant ainsi, cette division sera très utile et très appliquée, car : « en resserrant les com-  
« muns, on les bonifieroit, parce qu'ils seroient broutés  
« de plus près et fumés pendant la journée par le bétail  
« qui y paccageroit, au lieu que ces espaces immenses  
« sont seulement parcourus par le bétail, d'un bout du  
« jour à l'autre ».

A *M. Boudal*, la division du pays de montagne ne paraît qu'avantageuse, car les défrichements y sont faciles et d'un produit considérable et immédiat ; d'autre part ce terrain par sa nature, dès la première année qu'il est inculte, peut encore servir de pacage aux bestiaux et de cette façon « un propriétaire de fonds,  
« faisant cultiver la partie des communaux qui advien-  
« droit à son lot, laisseroit en chaume une autre par-  
« celle de ses propres héritages qui serviroit de pacages  
« et deviendrait encore dans quelques années suscep-  
« tible d'une meilleure production ».

*M. Bonnel* est d'un avis tout opposé ; il vaut mieux laisser les choses en l'état, car on aurait beau autoriser la division de ces communaux, le produit n'en augmenterait pas. En effet, il y a dans la montagne beaucoup de communaux dont le terrain est trop ingrat pour décider les habitants à la culture ; dans d'autres endroits on en défriche les meilleures parties, et encore on n'en tire qu'une récolte ou deux. D'ailleurs pour élever les bestiaux « qui sont le principal bien de la montagne » il faut des communaux étendus.

*M. Colin* se plaçant à un autre point de vue déclare que le partage « seroit onéreux pour le commerce des bestiaux et ruineux pour les habitants ».

Enfin le *baron de Pradt* poussant plus loin encore et même à l'excès les inconvénients du partage, dit que les montagnes « le seul et unique remède contre l'infertilité » seront inhabitées si on les ravit aux habitants. « Si on veut faire un désert de montagnes d'Auvergne, » dit-il, rien n'est plus favorable à l'exécution que le « partage de leurs biens communs ».

## 2° Le pays coupé

Le partage de ces terrains, qui étaient, pour la plupart, composés de mauvaises terres, de bruyères et dont on ne pouvait guère tirer qu'une médiocre culture, devait être mal accueilli.

En effet, écoutons les avis qui ont été donnés, ils sont tous unanimes pour déclarer que le partage de ces biens est impossible ou inutile. C'est d'abord *M. Bonnel*, qui déclare qu'ils ne sont pour la plupart propres qu'à faire paître les bestiaux et impossibles à améliorer. C'est ensuite *M. Mallesaignes*, qui est d'avis de laisser les communautés libres d'en admettre le partage ou de le rejeter, car ce terrain étant « secq et piéreux » ne produit que peu de fourrage et serait tout juste bon à la culture des grains. C'est enfin *M. de Montluc* qui reconnaît que les plantations d'arbres sont les seules améliorations qu'on pourrait y apporter.

### 3° La Limagne

Dans cette région généralement, peu de communaux. Aussi aucun avis à ce sujet ou de simples allusions : seul *M. Colin* nous fournira quelques renseignements et encore pour en tirer une conclusion défavorable au partage. Il commence par déclarer que, dans la Limagne non seulement les communaux sont peu nombreux, mais même le plus grand nombre des paroisses manque entièrement de pacages. « J'en connois beaucoup, dit-il, qui n'ayant pas un pouce de communal, sont obligées depuis le mois de mars, jusqu'à la levée des foins, de laisser pacager leur bétail arant le long des terresensemencées, ce qui fait un tort considérable

« aux récoltes ». Ce défaut de pacage empêche d'y tenir d'autres bestiaux que ceux arants ; par suite, peu d'engrais et de maigres récoltes ; tandis que dans les paroisses qui ont quelques communaux, non seulement les bestiaux arants y sont plus forts et les terres mieux cultivées, mais il y a aussi beaucoup de vaches laitières qui procurent une certaine aisance. Par conséquent le partage de ces quelques médiocres communaux serait plus préjudiciable qu'utile.

#### 4<sup>e</sup> Marais

Cette quatrième classe de terrain par leur nature humide, marécageuse, insalubre et stérile ne pouvait qu'être améliorée par le partage ; c'est ce que déclare *M. Bonnel* qui prétend que ces pays sont ceux où la division des communaux aurait le moins d'inconvénients et pourrait procurer quelques avantages, et *M. Colin* de son côté convient qu'il faut les dessécher, car lorsque l'hiver est pluvieux, l'eau, qui y séjourne souvent jusqu'à la fin mai, en rend le pacage impossible.

Il résulte donc de ces différentes observations que c'est la montagne qui a surtout préoccupé les personnes consultées, et cela est assez compréhensible, car la région montagneuse fournissait les meilleurs pâturages pour les bestiaux, et c'est là que l'on trouvait les com-

munaux les plus étendus. Tirer de là une idée générale est assez difficile, et je crois que le meilleur parti à prendre est encore de se ranger à l'opinion de MM. Godivel et de Vixouzes, qui ne voyaient pas que la différence de terrain dut apporter un changement au projet proposé ; car pour les uns comme pour les autres les avantages et les inconvénients étaient les mêmes.

Serons-nous plus heureux sur la façon dont on devait procéder au partage ? et trouverons-nous un avis unanime ? C'est encore peu probable.

### SECTION III

#### Modes de partage et conséquences

En admettant le partage des communaux décidé, une grave question se posait, comment en effet distribuer les parts entre chaque ayant droit et dans quelle proportion ? Devait-on suivre la coutume d'Auvergne et admettre le partage proportionnel ? Ou bien valait-il mieux procéder comme le fera la Révolution en décidant le partage par tête, c'est-à-dire par égalité, mode sinon le plus juridique, en tout cas le plus équitable ? Ce dernier n'eut cependant pas les préférences. Encore sous l'influence des idées féodales, peut-être aussi un peu par routine et pour ne pas rompre brusquement

avec une doctrine établie depuis des siècles, la théorie coutumière fut généralement proposée.

C'est ainsi que *M. Mignot* déclare que le partage doit avoir lieu à raison des propriétés ; de cette façon, il est vrai, le journalier sans sol en sera exclu, mais, néanmoins, réduit à la seule ressource de son travail manuel, il n'y perdra rien. Le prix de la main-d'œuvre augmentera, les denrées diminueront de valeur, ce sera pour lui une double aisance « qui l'attachera plus que jamais  
« à son hameau, village ou paroisse dès qu'il trouvera  
« à s'y procurer une vie facile pour luy et sa famille ».

*M. Boudal* est aussi partisan de cette théorie ; mais s'il reconnaît que le journalier ne doit pas souffrir de la division des communaux ce n'est pas pour les mêmes raisons ; c'est qu'il n'y en a presque point dans son canton « qui n'aye leur petite maison, conséquemment  
« ils auroient quelque portion dans les communaux  
« dont ils tireroient un meilleur party qu'ils ne font du  
« pacage, leur peu de faculté ne leur permettant pas  
« d'avoir des bestiaux en propre ».

*M. Tournemire* s'en rapporte aussi à la coutume « qui  
« fixe le droit d'usage aux seuls bestiaux nourris des  
« foins et pailles recueillis dans l'étendue des villages  
« et justice » ; seuls, par conséquent, ont droit aux communaux les possesseurs de fonds et, en faisant le partage en ce sens, « il ne paroît pas, dit-il, qu'il fut fait  
« tort à personne ». De cette façon sans doute le jour-

nalier et le particulier qui « sera sans fonds se verra « privé de tenir sa chèvre, sa brebis et de défricher dans « les communes », mais ces gens n'y ont aucun droit, le partage ne peut donc leur nuire. Bien plus, M. Tournemire prétend que ce serait même leur rendre service, car, privés de toutes ressources, ils s'adonneront au travail en qualité de bouviers chez le laboureur, et trouveront ainsi de quoi faire vivre leur famille, tandis qu'ils passent actuellement leur vie dans l'oisiveté, enlèvent souvent au propriétaire les aliments qui leur sont nécessaires pendant l'hiver pour nourrir leur chèvre ou leur brebis, et quelques-uns même deviennent « voleurs publics ».

*M. Bonnel* au contraire, est hostile à ce mode de partage qui, profitant à quelques-uns seulement, nuirait à beaucoup d'autres ; d'abord tous ceux qui n'ont pas de fonds seraient exclus, et, d'autre part, ceux qui n'ont que très peu de fonds n'auraient qu'une infime portion dans les communaux et autant vaudrait « n'en avoir pas, « car les communaux de la Limagne, dans les pays « où il y en a, ne sont pas d'une grande étendue ».

Pour *M. Mallesaignes*, la règle donnée par la coutume ne saurait être appliquée, car cette opération ne peut donner lieu qu'à bien des discussions. Chaque propriétaire, pour avoir une plus grande part dans les communaux exagèrera l'étendue de ses fonds, et le nombre des bestiaux qu'il peut nourrir des foin et

pailles ; il sera donc nécessaire d'arpenter à la fois, les communs et les héritages des particuliers, ce qui occasionnera des longueurs et des frais considérables.

Enfin il a été usurpé une grande partie de communaux qu'il conviendrait de faire remettre en valeur de commun pour qu'ils deviennent sujets à partage ; sinon ces parcelles englobées dans un héritage voisin, permettront au propriétaire du fonds, non seulement de demander sa part proportionnelle, mais même d'en réclamer une plus considérable, étant donné que son héritage a augmenté d'étendue par l'addition du communal usurpé.

*M. Godivel* prétend aussi que le partage fait selon la règle de la coutume, aurait un réel inconvénient. Le particulier possédant peu de propriétés n'aura qu'une partie bien faible dans les communaux de peu d'étendue et « il paroît douteux que cette modique portion puisse « lui être aussi avantageuse que s'il conservoit son « droit au pâturage commun ».

*M. de Vixouzes* ne trouve pas pratique non plus un partage « dans lequel les gros tenanciers auroient la « meilleure part, le reste se trouvant divisé en petites « portioncules qui deviendront inutiles à ceux à qui « elles seront adjugées ».

*M. Teyras*, et *M. Vialard* n'indiquent pas leur préférence, mais ils ne paraissent envisager que le partage proportionnel. « Le pauvre cultivateur, dit *M. Vialard*, « y seroit extrêmement lésé, ne pouvant y prétendre

« qu'à proportion de son sol ». — Le partage, « une fois fait, dit M. Teyras, ... si le petit habitant ne tient pas autant de bestiaux, le plus considérable augmentera son nombre. — Ainsy cela va au même et il ne laissera pas de posséder sa maison et son jardin ».

Enfin *M. Chabrol* se déclare partisan ferme du partage « pro modo jugerum », proportionnel aux possessions particulières de chaque habitant, et la crainte de voir des habitants sans ressources pour faire subsister leurs bestiaux n'est que chimérique. En effet, beaucoup de paroisses n'ont aucuns communaux et l'on ne voit pas qu'il y ait moins de bestiaux dans ces paroisses. D'ailleurs d'accord avec *M. Tournemire*, *M. Chabrol* prétend que l'habitant qui ne possède rien n'a aucun droit dans les communs, il ne peut y envoyer aucun bétail ; ce sont les dispositions de plusieurs coutumes et le droit commun du royaume ; ainsi l'habitant pauvre n'aura pas à souffrir du partage des communs qui, s'il ne lui donne pas de propriétés distinctes, en revanche ne lui en ôte pas d'indivises. Bien plus l'habitant pauvre trouvera plus d'occupation après le partage des communs qui, augmentant la culture et par conséquent le travail, augmentera par là même le salaire de l'ouvrier.

On ne connaît donc que le partage proportionnel, et même ses ennemis, tout en le désapprouvant, n'indiquent

pas un nouveau mode plus avantageux, bien plus, ils ont même l'air de n'en pas connaître d'autres.

#### SECTION IV

##### **Influence du partage sur les pauvres, les journaliers et en général sur la population.**

Pas plus que dans les précédentes sections, nous ne pourrions recueillir sur cette question un avis unanime ; cependant nous pourrions constater qu'en général la plupart des mémoires déclarèrent que la population loin de recevoir une atteinte par suite du partage, ne pouvait en ressentir qu'un effet bienfaisant, d'où forcément une aisance plus grande chez le pauvre et le journalier.

Tel est d'abord l'avis de *M. Mignot*. Le partage ne peut qu'être avantageux au pauvre, qui trouvera moyen d'affermir la pâture de la vache qu'il peut nourrir, et s'occupera plus utilement de la culture d'un terrain, qui, mis en valeur, exigera plus de bras que dans son état actuel d'inculture et de stérilité. Il en résultera donc un bien général pour l'État. De plus à raison de cette aisance la famille du journalier doit augmenter en nombre « dès qu'il aura l'expérience que des enfants  
« ne luy seront à charge que dans cet âge de la plus  
« tendre enfance et que parvenus à celui de l'ado-  
« lescence, ils seront occupés à une culture relative au

« pays ; les paroisses les moins fécondes en homme  
« sont les moins aisées, rien n'annonce davantage la  
« stérilité du pays que la désertion des hommes ».

La culture des communaux, loin de faire craindre cette désertion, favorisera au contraire le développement de la population et pourra même « appeler des étrangers  
« pour acquérir un démembrement d'une trop vaste  
« possession qui devenant peu fructueuse à celui qui  
« n'aurait pas assés de bras pour fournir à sa culture,  
« se déciderait à la sienne ».

Même opinion de *M. Godivel*. Le partage loin de nuire à la population ne peut que l'accroître parce qu'il augmentera les productions, « et que la mesure de la subsistance est ordinairement celle de la population ».

Quant aux pauvres et aux journaliers on ne commet pas plus d'injustice en les privant de l'usage des communaux qu'en leur interdisant la jouissance du bien d'autrui, parce qu'ils n'ont pas plus de droit à l'un qu'à l'autre ; ils ne perdront que ce qu'ils ont usurpé ou leur a été accordé par charité.

*M. Mallesaignes* est aussi d'avis que le partage ne peut qu'exercer une heureuse influence sur la population, car chaque particulier ayant un bien à part aura besoin de plus de bras pour le travailler et « c'est un  
« encouragement au mariage ».

Mais les pauvres souffriront du nouvel état de choses. Il est vrai qu'on peut y remédier en leur attribuant une

portion des communs, et cette part sera divisible entre eux, suivant leur famille. On la prendra dans la partie des communaux, la moins propre pour la pâture, mais toutefois « propre encore pour y faire des défrichements  
« et y mettre des semences... Ces portions ainsy accor-  
« dées seront bien cultivées, et d'une plus grande pro-  
« duction et suffiront pour le petit nombre d'habitants  
« qui n'ayant point de bien ne peuvent rien prétendre  
« du partage ». Enfin il faudrait aussi réserver un coin, non susceptible d'amélioration, pour y tenir, pendant l'été, les brebis et moutons des pauvres.

*M. Tournemire* ne croit pas non plus que la population doive souffrir du nouvel état de chose ; elle paraît au contraire ne pouvoir qu'y gagner, car « il est  
« démontré par l'expérience que le pays le plus peuplé  
« est celui où tout le terrain travaille ».

*M. Vialard*, au contraire est pessimiste ; à son avis le partage sera plus nuisible que profitable au pauvre cultivateur et encore plus au journalier, qui ne peut prétendre à aucune part dans le partage, ne possédant aucun fonds ; il sera réduit à la dernière misère, ne pouvant plus nourrir « une vache ou une chèvre,  
« ressource pour lui faire subsister sa famille et pour  
« allaiter que trop souvent un enfant à la mamelle ».

*M. Pagès de Vixouzes* ne pense pas que le partage ait trait à la population dans son élection, qu'il ait lieu ou non. En effet à part ceux de Vic et d'Yolet, les com-

muns sont trop peu nombreux pour y attirer ou y fixer les étrangers.

Il n'en est pas de même pour les pauvres gens de la campagne qui seront complètement réduits à la misère et cependant ils méritent quelque faveur. Aussi est-ce en raison de leur pauvreté que l'on a toléré jusqu'alors par dérogation à la coutume « qu'ils jouissent des communs » pour leur éviter d'en être « réduit à la mendicité ».

Enfin il nous reste à examiner les idées de deux personnes qui vont avoir une théorie tout à fait opposée. Autant l'un s'attaquera avec âpreté au partage qui doit porter selon lui un coup mortel à la population, autant l'autre le défendra avec acharnement, j'ai cité M. de Pradt et M. Chabrol.

*M. de Pradt* voit avec terreur l'influence néfaste de la division des communaux sur la population ; c'est sous les couleurs les plus noires qu'il dépeint les effets qu'aurait ce changement de situation, et nous ne croyons pouvoir mieux faire que reproduire textuellement certains passages de son original mémoire : « On doit  
« rapporter à l'état existant des communs, dit-il, la  
« petite population de nos montagnes, qui seraient  
« inhabitées si ce seul et unique remède contre l'infor-  
« tune était ravy à celui qui est forcé d'y recourir. Cela  
« est vérifié, par l'événement connu dans presque toutes  
« les provinces de ce voisinage. Un nombre d'habitants  
« pressés par le poids des impôts, abandonnent à la

« taille leurs biens pour se rejeter sur les communs. Ces  
 « communs, sans les faire vivre, les empêchent de  
 « mourir ; ils les attachent exactement dans leurs  
 « villages ; c'est un miracle de l'amour ! dès qu'on  
 « détruira la cause, adieu l'effet ».

Puis il déclare que, pris d'une fureur pour l'agriculture, il a étudié ses terriers et vu que la coutume lui permet de provoquer le partage des communaux, il y a trouvé l'avantage de tous et le sien ; mais mieux informé, par la suite, il s'est décidé à respecter « la loi  
 « féodale des communs » qui maintient la population, contribue au mariage et conserve des sujets au roi. Si on supprime les communs, la dépopulation sera considérable, des villages entiers émigreront, la montagne deviendra un désert et « les communs tomberont dans  
 « les mains de cocqs de village, espèce dévorante qui  
 « s'engraisse de larmes et de calamités ». M. de Pradt indique ensuite comment procèdent ces usuriers « sous  
 « la sauvegarde de la Jurisprudence et du Palais » et alors « voilà la dépopulation en grandt, voilà les terres  
 « privées de journaliers et de domestiques pour les  
 « ameubler, voilà l'État qui perd ses sujets, les armées  
 « des soldats, la navigation des matelots et les manu-  
 « factures des ouvriers ; que peut gagner l'agriculture  
 « lorsqu'elle manquera de bras et que les biens incultes  
 « augmenteront en raison de la diminution des culti-  
 « vateurs. La jouissance des communs retient toute

« cette classe de misérables qui ne sçait où donner de  
 « la tête », et à l'appui de sa thèse, M. de Pradt cite  
 comme exemple un fait particulièrement instructif, en  
 faveur des communs, qui s'est passé au village de Pra-  
 diers, paroisse d'Allanches : « six reconnaissances, dit-  
 « il, composaient autrefois tout le fondt de ce village ;  
 « maintenant on fait état de près de 60 foeux ou familles.  
 « Cette augmentation de population provient d'un vaste  
 « commun attaché à ce village. Dans le principe, des  
 « cadets (1), des cadettes se marièrent et peuplèrent ;  
 « d'autres mariages appelèrent des étrangers, et leurs  
 « femmes leur apportèrent en dot une place aux com-  
 « muns. De tout ce mélange de races, de mariages et de  
 « communs, on a vu sous un siècle s'élever du milieu  
 « d'un désert un gros village où tout vit, où tout s'aime,  
 « où tout piaillie et où tout se soutient. A travers de  
 « cette foule de misère, on voit sortir de cette endroit  
 « des domestiques, des laboureurs, des gens utiles,  
 « même des soldats ; qu'on rompe la mesure par un  
 « partage de communs, plus d'équilibre, les six anciens  
 « tenanciers rappelleront à eux sous un trajet de 20 ans  
 « toutes les parties détachées des biens communs.  
 « Pradiers tombe ; ce gros village se convertit en  
 « hameau, il reprendt sa première forme... De la popu-  
 « lation des biens communs dépendt l'état de la popu-

(1) On appelait ainsi dans l'ancienne coutume ceux qui n'avaient pas de patrimoine.

« lation et le sort de 200 villages distribués dans la  
 « direction du Mont-Dor au Cantal, du point de Bordt  
 « au couchant jusque par delà la Bru au levant, Ardes  
 « au nordt et Aurillac au mydy ».

Et il conclut qu'au lieu de songer au partage des communs il vaudrait bien mieux s'occuper de favoriser les bonnes méthodes agricoles et perfectionner les chemins dont le manquement total est un des obstacles les plus sérieux contre l'agriculture.

Ainsi, on le voit, c'est un réquisitoire en règle contre le projet du Conseil. Il ne va pas en être de même de *M. Chabrol*, qui, dans un plaidoyer chaleureux va réfuter tous les griefs de *M. de Pradt* contre le partage des communaux. On peut objecter en effet, dit-il, que le pauvre sera privé de ressources, qu'il aura moins de bestiaux, moins d'engrais et par suite des récoltes moins abondantes. Mais à cela on peut répondre par l'exemple. En Angleterre depuis que les communaux y ont été partagés, le nombre des bestiaux a augmenté d'un tiers et les engrais en conséquence. Et même sans sortir de France, il y a un très grand nombre de paroisses où il n'y a aucuns communaux et l'on ne voit pas qu'il y ait moins de bestiaux dans ces paroisses ou que la population y ait diminué. D'autre part quel est le préjudice que l'on porte au pauvre ? Il ne perd rien puisqu'il n'a pas droit au pâturage et serait-il par hasard lésé il se rattrapera largement sur l'augmentation du salaire qui

en résultera. D'ailleurs il restera forcément dans l'indivision quelques pacages dont les pauvres seuls pourront tirer parti, les chemins, les tertres, les bords de ruisseau ; de plus « les terres qui sont en guérets, les « prés après la dépouille, les bois après le tems du puel « formeront toujours des pacages communs » d'où le pauvre ne sera pas exclu. Quant à la population loin de souffrir du partage, elle deviendra plus considérable, car elle est toujours « en proportion de l'agriculture ; plus un pays peut nourrir d'habitants, plus « il en attire, plus il en retient. Pourquoi cette transmission de quelques familles des montagnes d'Auvergne ? C'est principalement parce que le climat « refuse la nourriture nécessaire aux habitants qu'il « produit (1)... Jamais on n'aurait pu soupçonner l'objection qu'en augmentant les productions d'un pays « on put en diminuer les habitants ; les obstacles à la « population sont connus ; le luxe, les impôts, les « armées devenues trop considérables, la révocation « plus pieuse que réfléchie de l'Édit de Nantes ! Voilà « ce qui a causé la réduction progressive du nombre « des habitants en France depuis Charles IX ».

Puis M. Chabrol explique ses griefs ; pour satisfaire au luxe on reste célibataire, l'impôt réduisant le culti-

(1) Ce dernier argument se retourne contre la thèse de M. de Chabrol, car le partage ne modifiera en rien ces conditions climatiques si favorables à la culture.

vateur à l'indigence « luy fait craindre de partager avec « des enfants une subsistance qu'il est obligé de disputer aux animaux ». Le soldat est presque incessamment célibataire. Qu'on mette donc des bornes au luxe, qu'on diminue les impôts en réduisant le nombre des troupes et la population reprendra son ancienne activité.

Ainsi M. Chabrol est l'adversaire de la théorie de M. de Pradt ; si l'on augmente les produits de la culture, il ne peut pas admettre que la population en souffre, tout au contraire le partage des communaux doit nécessairement lui être favorable, et tel est aussi, nous l'avons vu, l'avis de la plupart des subdélégués.

## SECTION V

### **Des frais et des disputes ou procès qui pourront résulter du partage des communaux.**

La mise à exécution du projet du Conseil sur le partage des communaux devait occasionner forcément des frais considérables qui, disait M. de Montyon, « pourraient bien absorber la valeur de la propriété partagée ». Dans un terrain aussi inégal que celui de l'Auvergne, la détermination des parts devait donner naissance à bien des longueurs et à beaucoup d'incidents et de difficultés ; elle serait en même temps onéreuse, car « les praticiens, les experts, les arpenteurs, les

« huissiers », prélèveraient sur les communaux un préciput considérable. Enfin il était à craindre que le partage n'engendrât des haines, des vengeances, des procès de la part de ceux qui se considéreraient comme lésés et se figureraient qu'un voisin a été plus avantageusement traité. Mais par contre ne pouvait-on pas admettre que le partage mettrait fin à toutes les contestations que soulève l'indivision au sujet des jouissances, des défrichements et des usurpations ? Ce sont, on le sait, des difficultés qu'il est difficile de vaincre et dont les inconvénients sont une gêne pour les communautés. Voyons comment se prononçaient les personnes consultées.

*M. Tournemire* reconnaît que l'exécution du projet paraît « difficile et dispendieuse », mais, néanmoins on ne doit pas hésiter à faire le partage qui mettra fin à mille contestations qui surgissent de l'état actuel « tant relativement aux défrichements qu'à des « usurpations journalières ».

Même langage de la part de *M. Teyras* ; le partage évitera « les différents procès qui arrivent journellement « entre les principaux habitants et les petits au sujet « des défrichements que les petits vont faire dans les « communaux malgré la défense des principaux et « contre la disposition des anciens arrêts du conseil », ces disputes et ces procès continuels ruinent gros et petits habitants.

*M. Mallesaignes* déclare qu'il survient tous les jours des débats à l'occasion des communaux ; il en résulte des querelles, des désordres, quelquefois même des meurtres, et il est de l'intérêt public de remédier à un tel état de chose au moyen du partage.

Toutefois, il ne faudra point prendre pour règle du partage celle de la coutume, car l'opération deviendrait alors désastreuse, en donnant lieu à des discussions nouvelles, et en occasionnant des frais considérables.

*M. de Vixouzes* fait de ces conséquences du partage un de ses principaux griefs contre le projet : « que  
« d'opérations fautives, dit-il, par l'inhabileté, la faveur  
« et le rapport des experts, quelles dépenses pour par-  
« venir à ce partage, et que de procès pour voies de  
« fait de la part de ceux qui se verront privés d'un bien  
« qu'ils regardent comme leur patrimoine et qui ne se  
« feront pas un scrupule de chercher à se refaire par  
« le vol et le pillage sur le bien propre de ceux qui se  
« seront emparés des communs ».

*M. Colin* est du même avis ; le partage sera refusé par les habitants qui seraient journellement exposés à des contestations les uns envers les autres ; les bestiaux seraient souvent pris dans l'héritage du voisin, d'où multitude de procès, qui finiraient par ruiner les plaideurs. « Nous avons, dit-il, des exemples fréquens  
« sous les yeux de contestations qui s'élèvent souvent  
« pour de petites parcelles de pacages, que se disputent

« les habitants des deux villages voisins, dont l'objet  
 « est de la moindre valeur, mais qui tireroit à consé-  
 « quence si chacun ne soutenait avec vigueur son droit,  
 « et alors tous les habitants se réunissent pour faire  
 « cause commune et comme en pareil cas l'argent ne  
 « manque point, on fait des frais immenses pour l'objet  
 « le plus indifférent aux deux villages qui se le  
 « contestent ».

Telles ont été les opinions divergentes de tous ces mémoires particuliers. Quelle fut la réponse de M. de Montyon ? Comment arriva-t-il à combiner tous ces mémoires ? Nous ne saurions le dire, car pas plus que M. Trapenard, nous n'avons rien trouvé à ce sujet, et comme lui nous déciderons que très probablement l'Intendant fit un rapport favorable au partage. Ce qui nous porte à le croire, c'est d'abord sa lettre du 21 décembre 1768 adressée aux subdélégués et dans laquelle il se montre ferme partisan du projet de M. d'Ormesson.

« Il n'est pas douteux dans la thèse générale, dit-il, que  
 « les propriétés particulières ne soient mieux cultivées  
 « que les propriétés communes, aussi sous ce point de  
 « vue il est avantageux de dissoudre ces copropriétés  
 « et d'en former des possessions divisées où chaque  
 « particulier cultive son fonds et en tire le plus grand  
 « parti possible ». Une autre lettre écrite en juin 1770

et par laquelle il demande un arrêt ordonnant la réintégration des communaux usurpés par les particuliers depuis vingt ans est une autre preuve de ce que nous avançons. Cet arrêt publié et affiché dans toutes les paroisses « pourra coopérer à faire goûter aux colons « le partage projeté ». Donc si M. de Montyon n'avait pas dû donner une réponse favorable, il ne parlerait pas de ces mesures préparatoires ; d'autre part, il dit : « La « sensation qu'il (l'arrêt) pourra faire et dont je vous « rendrai compte vous mettra... à porter de statuer sur « le plan que vous m'avez fait l'honneur de me proposer « par votre lettre du 27 décembre 1768, et de quelque « manière que vous et M. le Contrôleur général vous « décidiez, cet arrêt provisoire ne peut qu'opérer un « bien et ne me paraît susceptible d'aucune difficulté ». M. de Montyon ne pouvait pas plus clairement faire pressentir quelle serait sa réponse. Il ne considère cet arrêt que comme un arrêt provisoire, en attendant une nouvelle mesure administrative qui eût ordonné ou permis le partage des communaux. Plus haut il a déjà appelé cet arrêt « un arrêt préparatoire » et dans lequel il a fait « entrevoir la permission que S. M. est disposée « d'accorder à chaque communauté de la province d'Au- « vergne de partager leurs communs ». Il escomptait donc déjà cette mesure et la considérait comme prochaine. Ce qu'il n'aurait jamais dit, s'il avait dû donner un avis défavorable au partage.

Quoiqu'il en soit, quelle qu'ait été la réponse de l'Intendant, l'arrêt proposé par M. d'Ormesson pour autoriser le partage des communaux ne fut pas rendu.

---



### CHAPITRE III

#### **Le projet Necker et ses résultats.**

A l'époque où nous sommes arrivés, la question du partage des communaux est devenue générale. Non seulement le pouvoir central, mais aussi les auteurs s'en occupent, de nombreux ouvrages paraissent sur ce sujet et en répandent dans le public les premières notions.

En 1770 parut entr'autres, un livre intitulé « *Traité politique et économique des communes* », attribué au comte d'Essuiles, mais en réalité publié sous l'inspiration de l'administration supérieure. Cet ouvrage, véritable réquisitoire contre la propriété communale, a été très bien analysé par M. Trapenard ; on y retrouve développées toutes les idées nouvelles : le principe du partage par tête avec inaliénabilité, insaisissabilité et indivisibilité des parts, la théorie de l'augmentation des productions, les arguments invoqués en faveur de la population ; mais dans ce traité on ne fait pas un principe absolu du partage des communaux ; il faut s'en remettre aux habitants de chaque communauté qui, à une majorité raisonnable des deux tiers, décideront si

le partage doit avoir lieu. En effet : « leur propre expérience, celle de leurs pères, la connaissance parfaite « d'un local toujours sous leurs yeux depuis leur plus « tendre enfance et, plus que tout, la nécessité urgente « d'en tirer le meilleur parti, seront des guides infail-  
« libles dans le choix de l'emploi de la commune ».

C'est alors que Necker jugeant le public mieux disposé, plus enclin à admettre le partage, fit en Auvergne une nouvelle tentative pour l'y introduire. Comme M. d'Ormesson, il s'adressa à l'Intendant qui était alors M. de Chazerat, et le chargea de rédiger un mémoire qui lui fut remis au mois de janvier 1780 (1).

Ce mémoire, divisé en deux parties, n'est qu'une compilation des mémoires antérieurs de 1769. Il ne contient rien de personnel, rien d'original, si ce n'est la conclusion.

Dans la première partie, M. de Chazerat s'occupe des avantages du partage ; M. Chabrol et M. Tournemire lui fournissent tous les arguments qu'il invoque, relatifs à l'augmentation des productions et des bestiaux, à la restauration des bois, à l'accroissement de la population. Comme M. Tournemire, il conclut au partage proportionnel conformément à l'article 11, chapitre 28 de la Coutume, et estime que si le pauvre et le journalier n'ont rien, on ne leur fera aucun tort, puisqu'ils étaient

(1) Voir ce mémoire, Arch. Puy-de-Dôme, C. 4839.

déjà privés par la Coutume de l'usage des communaux. Avec M. Chabrol, il leur attribue comme fiche de consolation, les chemins, les tertres, les bords de ruisseaux, les terrains en pente rapide qui seraient totalement dégradés par la culture et comme lui il conclut que :  
 « D'ailleurs il importe moins à l'État que ses richesses  
 « et ses denrées soient mieux réparties qu'il n'est inté-  
 « ressant pour lui d'en augmenter la masse ».

Dans la seconde partie dont MM. de Vixouzes, de Pradt et Colin font les frais, il passe en revue les inconvénients du partage. Il craint que la division des communs n'engendre des disputes, il faudra augmenter le nombre des pâtres, un terrain vaste et spacieux est nécessaire pour le pâturage. D'autre part « il existe  
 « dans les montagnes d'Auvergne où les communaux se  
 « régissent par mas et tènement, plusieurs corps de  
 « domaine qui, chacun d'eux, ont antérieurement formé  
 « un village ». Les propriétaires de ces domaines devenus seuls maîtres des communaux, pouvaient les livrer à la culture ; ils ont laissé ces fonds « dans leur  
 « première nature » c'est donc qu'ils l'ont crû plus utile, et qu'ils aimaient mieux faire paître leurs bestiaux en pleine campagne que les nourrir à l'étable. Avec M. de Pradt, il convient que les communaux servent à augmenter la population, grâce « au profit qu'on espère  
 « faire sur le croît des bestiaux » et qui attache les habitants à leur pays.

Enfin comme M<sup>e</sup> Colin, invoquant la théorie de Basmaison sur l'origine des biens communaux, M. de Chazerat dit : « que de toute ancienneté on a reconnu la « nécessité indispensable d'avoir des communaux ».

Comme conclusion, et malgré les objections qu'on peut faire contre le projet, l'intendant estime « qu'il « serait utile pour la plus grande partie de la province « que cette nouvelle loi eut lieu ». Mais, pour concilier les différentes opinions, il propose de rendre une loi « de pure faculté ». De cette façon, les communautés qui croiront la division avantageuse n'auront qu'à prendre une délibération qui sera homologuée par le commissaire de parti et M. de Chazerat termine en pensant qu'on usera bientôt de cette permission. Toutefois pour éviter les frais considérables que pourraient occasionner ces demandes, si les procès étaient portés devant les juges, il pense qu'il serait bon d'y remédier par un arrêt d'attribution de cette juridiction à l'Intendant, qui pourrait juger sans frais, toutes les questions que ferait naître le partage ; mais comme quelques-unes pourraient être fort délicates, il serait nécessaire que l'Intendant soit assisté de gens « dont les talents, « les lumières et l'intégrité fussent connus ».

Que pensa Necker de ce mémoire ? Probablement il ne fut guère satisfait de la solution proposée, car un an après, le 27 février 1781, M. de Chazerat fut obligé de

rappeler le mémoire à son attention ; enfin le 6 avril 1781, il recevait du ministre la réponse suivante :

*Versailles, 6 avril 1781.*

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait  
« l'honneur de m'écrire le 27 février, pour me rappeler  
« un mémoire que vous m'aviez adressé antérieurement  
« sur la culture des communaux dans votre généralité.  
« Il vient d'être remis sous mes yeux et j'y ai reconnu  
« votre amour pour le bien public et l'intérêt des  
« peuples. Il paroît constant que le partage des com-  
« munaux présente des avantages qui l'emportent de  
« beaucoup sur les inconvénients momentanés qui  
« peuvent en résulter et nous devons nous occuper des  
« moyens de faciliter la culture des communaux, mais  
« je vois d'après vos réflexions sur la coutume d'Au-  
« vergne qu'il seroit dangereux de proposer une loi,  
« qui, d'après les anciennes idées sur l'utilité des  
« pâtures communes, pourroit paroître susceptible de  
« plus de difficulté qu'elle n'en devrait occasionner  
« réellement, et le bien ne se feroit pas. D'ailleurs, la  
« montagne et la plaine ont des cultures si différentes  
« dans votre généralité, qu'il y auroit lieu de craindre  
« qu'un règlement trop général ne nuisît à l'une ou à  
« l'autre.

« Bornons-nous donc, comme vous le désiriez, à faciliter et à encourager le partage dans les endroits où il sera demandé et où vous verrez qu'il y a des avantages réels et prouvés à en recueillir. Éclairez les communautés, indiquez-leur combien la multiplication des bestiaux tient à celle des prairies artificielles. Enfin, adressez-moi des délibérations à cet égard de la part des communautés qui en sentiront l'utilité. Je ferai rendre des arrêts particuliers pour régler le partage, et successivement l'expérience, en justifiant les succès, nous facilitera les moyens d'assurer la régénération de cette partie de la culture dans votre généralité.

« J'ai l'honneur, etc.

« *Signé* : NECKER. »

Ainsi Necker n'est guère partisan d'une réforme générale qu'il reconnaît être d'une application dangereuse en Auvergne. Il vaut mieux encourager et éclairer les communautés et les laisser libres, comme l'avait proposé M. de Chazerat, de prendre telle ou telle décision qu'elles jugeront utile. Mais l'Auvergne fut longtemps réfractaire à toute modification à cet égard, et le Conseil n'eut guère d'arrêt à rendre ; ce qui indique que M. de Chazerat n'entreprit probablement pas la propagande que le ministre lui avait proposée, et qu'il lui avait renouvelée dans une lettre à la même date que la pré-

cédente où il disait : « Je vous prie de donner de plus  
« en plus vos soins à tout ce qui peut encourager les  
« entrepreneurs de culture dans votre province (1) ».

Le premier arrêt que le Conseil eut à rendre en la matière est du 15 juillet 1783 organisant le partage des communaux de *Pérignat près Sarlièves* et c'est ce partage que le Conseil proposera ensuite comme modèle aux communautés (2). Dans ce partage une part, à peine le tiers, est réservée au seigneur pour son droit de triage, et le reste divisé entre tous les habitants (art. 1<sup>er</sup>). Un commissaire est désigné pour fixer l'étendue et la qualité des terrains à partager et former des lots d'égale valeur (art. 2) ; une assemblée générale de la communauté présidée par le commissaire devait reconnaître l'égalité proportionnelle des lots, qui étaient ensuite tirés au sort entre les chefs de famille (art. 3 et 4). Les parts étaient indivisibles et inaliénables et les créanciers n'avaient que le droit d'en saisir les fruits pour paiement de leurs créances (art. 5). Enfin on pouvait disposer de ces portions « en faveur d'un des enfants tenant ménage  
« sans préjudice de droits de la veuve ; à défaut de  
« ladite disposition la part entière », revenait « à l'aîné  
« des mâles, à défaut de mâles, à l'ainée des filles,  
« bien entendu qu'ils seront domiciliés et feront feu vif  
« dans le lieu » (art. 6).

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 271.

(2) Voir l'arrêt du Conseil, arch. nat., Reg. E, 1611 B.

Quant aux portions vacantes, à défaut d'héritiers directs « elles seront données aux nouveaux ménages « qui viendront s'établir dans la paroisse ; en attendant « elles seront louées au profit de la communauté « » (art. 7).

Tel était le type de partage proposé, basé sur l'égalité, l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des parts, et établi dès l'origine par le Conseil et notamment en Lorraine.

Le 19 juin 1785, les seigneurs propriétaires et habitants des villages de *Sartiges* et *Cros*, paroisse de Sourniac, prennent une délibération pour solliciter un arrêt du Conseil les autorisant à partager des terrains qu'ils possèdent en commun « dont une partie est en pâture « et l'autre couverte de brossailles dont ils ne tirent « presque aucune utilité » ; cette requête était remise à l'Intendant le 22 décembre de la même année.

A la même époque, un délibératoire semblable des habitants du village de *Broas*, également de la paroisse de Sourniac, était aussi adressé à M. de Chazerat (1).

Enfin le 21 septembre 1788, les habitants du village d'*Auzolette*, paroisse de Courgoul, prennent aussi une délibération, pour confirmer une précédente en date du 18 mai 1783, et demandant l'autorisation de partager et défricher leurs communaux, qui, « dans leur état per-  
« pétuel de vaine pâture, n'étoient guère utiles, surtout

(1) Pour le dossier de cette affaire, voir arch. nat., H<sup>1</sup>, 1494.

« pour les habitants qui n'avoient pas la faculté de tenir  
 « des bêtes à laine ; que si les habitants avoient leurs  
 « portions divisées et séparées dans l'étendue des com-  
 « munaux, chacun les cultiveroit avec ardeur et trou-  
 « veroit dans leurs productions des moyens et des  
 « ressources contre l'indigence à laquelle la plupart  
 « d'entre eux sont réduits par la stérilité de leurs pro-  
 « priétés particulières (1) ».

Quel fut le résultat des démarches de ces différents villages ? Nous l'ignorons ; peut-être ne jugèrent-ils pas utile de poursuivre leur demande en partage, peut-être le Conseil n'eut-il pas le temps de rendre son arrêt ; toujours est-il qu'à la veille de la suppression des Intendants par la Révolution, les choses en sont toujours là. Quoi qu'il en soit, on constate que les nouvelles idées n'ont eu guère d'influence en Auvergne sur les communautés. Les exemples cités sont à peu près les seuls que nous connaissions. Ce qui rendait surtout les habitants rebelles au partage, c'étaient, nous dit M. de Chazerat, les difficultés qui naissaient de la disposition de la coutume « le partage aux termes de la loi ne pouvant  
 « être fait par feu, ni par tête, mais à raison de pro-  
 « priétés... cet inconvénient a arrêté plusieurs commu-  
 « nautés qui avait également pressenti tout l'avantage  
 « du partage » et M. de Chazerat ajoute que cependant

(2) Arch Puy-de-Dôme, C. 2238.

« le bien général qui en résulte doit naturellement pré-  
 « valoir sur de si faibles considérations, auxquelles les  
 « communautés pourroient même avoir égard dans la  
 « division qu'elles arrêteroient de faire ». Enfin il est  
 d'avis qu'il serait préférable de donner toute compétence  
 à l'Intendant, les juridictions des eaux et forêts « ne  
 « travaillant qu'à grands frais » sans quoi « les com-  
 « munautés effrayées par de si fortes dépenses, renonce-  
 « roient à des projets utiles (1) ».

Les partages auraient pu être plus nombreux, si l'op-  
 position n'était venue que des communautés. Mais par-  
 fois il arrivait que le Conseil lui-même, mettait obstacle  
 au partage. Certaines requêtes des habitants ren-  
 fermaient en effet souvent des clauses d'attribution en  
 toute propriété avec permission d'aliéner, ce que la  
 jurisprudence du Conseil ne pouvait admettre « les com-  
 « munaux ayant toujours été regardés et estant véri-  
 « tablement par leur nature indivisibles et inalié-  
 « nables (2) ». Le Conseil s'écartait le moins possible  
 du principe de l'inaliénabilité et de l'indivisibilité qu'il  
 avait établi pour base. C'était précisément l'application  
 généralement impossible en Auvergne de ce principe,  
 qui empêchait le pouvoir central de prendre un arrêt de  
 partage général, et l'obligeait à avoir recours à des

(1) Arch. Puy-de-Dôme, C. 1839.

(2) Arch. Puy-de-Dôme, C. 1839.

moyens détournés pour arriver à ses fins dans cette province.

En agissant ainsi le pouvoir central, comme le fait remarquer M. Trapenard « prétendait conserver à la  
« propriété communale son triple caractère original.  
« L'égalité des parts représentait l'égalité dans les  
« jouissances qu'il considérait comme de principe en  
« matière communale... ; l'inaliénabilité perpétuait le  
« souvenir d'anciennes prohibitions royales et commu-  
« niquant à la propriété des copartageants un caractère  
« exceptionnel ne permettait pas de les confondre dans  
« la masse de leurs autres biens. L'indivisibilité des  
« parts s'opposait enfin à un fractionnement ultérieur  
« et assurait au communal ainsi partagé la conservation  
« de sa physionomie première (1) ».

Telles sont les difficultés que rencontrent la réalisation et l'application des théories d'économie rurale préconisées par le pouvoir central. Il est impossible d'aboutir à une solution absolue ; on est obligé de tenir compte des usages locaux, des circonstances particulières à chaque communauté ; aussi lorsqu'en 1793, la Convention nationale, votera la loi des 10 et 11 juin 1793 concernant le mode de partage des biens communaux, et voudra l'appliquer, de graves désordres surgiront, beaucoup de régions étant rebelles aux idées nouvelles.

(1) TRAPENARD, *Le pâturage communal en Haute Auvergne*, p. 260.



## TROISIÈME PARTIE

---

### CHAPITRE UNIQUE

#### **La question du partage des communaux de la Révolution à nos jours.**

##### SECTION 1<sup>re</sup>

##### **Révolution et Empire.**

Notre exposé aurait dû s'arrêter au chapitre précédent. Mais si nous n'avions pas complété l'étude d'une question aussi intéressante que celle du partage des communaux, en indiquant ce qu'elle est devenue depuis 1789, nous eussions été trop incomplet. Aussi avons-nous jugé utile, de résumer et d'apprécier aussi succinctement que possible, la législation sur le point qui nous occupe et les tentatives de réglementation qui ont été faites à ce sujet.

Avant 1789, les partages nous l'avons vu, n'étaient point permis, sauf les partages de jouissance autorisés

par divers arrêts ou ceux résultant de la bienveillance ou de la tolérance de l'Intendant.

A partir de 1789, un régime nouveau dirigea les destinées de la France, un changement complet se produisit dans l'attitude du pouvoir central vis-à-vis de la propriété et des biens communaux et une série de lois vinrent transformer la législation antérieure. D'abord la loi du 4 août 1789 qui prononça l'abolition complète des droits féodaux. Puis la loi du 13-20 avril 1791, qui supprima le droit d'appropriation des terres vaines et vagues au profit des seigneurs ; celle du 14 août 1792 ordonna le partage immédiat de tous les terrains communaux entre les citoyens de chaque commune (art. 1<sup>er</sup>) pour ceux-ci en jouir en toute propriété (art. 2).

Enfin la loi des 10-11 juin 1793 confirma ce principe en le réglementant. Cette loi, qui opéra une véritable révolution dans la jouissance des biens communaux contenait plusieurs dispositions qu'il importe de mentionner. Le partage cessait, il est vrai, d'être obligatoire, mais il le devenait quand il était voté par le tiers des habitants de tout sexe. L'article 1<sup>er</sup>, section II, énonçait que le partage des biens communaux serait fait gratuitement par tête d'habitant domicilié, de tout âge et de tout sexe, absent ou présent.

En ce qui touche la propriété des communaux, l'article 1<sup>er</sup>, section II, est ainsi conçu : « Tous les biens  
« communaux en général, connus sous les divers noms

« de terres vagues et vaines, gastes, garrigues, landes,  
 « pacages, pâtis, ajoncs, bruyères, bois communs,  
 « hermes, vacants, palus, marais, marécages, mon-  
 « tagnes, et sous toute autre dénomination quelconque,  
 « sont et appartiennent, de leur nature, à la généralité  
 « des habitants ou membres des communes, des sections  
 « de communes dans le territoire desquels ces com-  
 « munaux sont situés, et en conséquence les dites com-  
 « munes ou sections de communes sont autorisées à les  
 « revendiquer ». Cette présomption légale était le contre-  
 pied de celle établie par l'ordonnance de 1669. Elle eut  
 une portée immense pour les communes au point de  
 vue de la propriété et fut la source de nombreuses  
 réclamations. Mais ce qui était plus grave, c'est que le  
 texte, en proclamant les biens, propriété des habitants,  
 méconnaissait les droits de la Commune personne  
 morale. La mise à exécution de cette loi constituait une  
 véritable spoliation à l'égard des générations futures et  
 les désordres qui en signalèrent l'application devinrent  
 si grands que la loi du 21 prairial an IV en suspendit  
 l'exécution provisoirement. Bientôt après, celle du  
 2 prairial, an V, tout en maintenant les aliénations con-  
 sommées, défendit, pour l'avenir, la vente des biens des  
 communes. La loi du 9 ventôse, an XII, et le décret  
 du 9 brumaire, an XIII, eurent pour objet, la première  
 de régulariser les effets des lois antérieures sur le par-  
 tage et de rendre la sécurité aux détenteurs des biens

communaux ; le second de maintenir le mode primitif de jouissance de ces biens, là où les communautés d'habitants n'avaient pas profité du bénéfice de la loi des 10-11 juin 1793, ou de consacrer un nouveau mode, s'il avait été établi en conformité de cette loi.

Il nous paraît utile de signaler ici une disposition importante de la loi de ventôse précitée en ce qui concerne la compétence. Aux termes de l'article 6, le Conseil de préfecture est seul appelé à connaître des contestations en matière de partage entre les communes qui nient l'existence ou la validité du partage et les détenteurs de bien d'origine communale.

Le décret du quatrième jour complémentaire an XIII, interprétatif de la loi de ventôse, déclara dans son article 1<sup>er</sup> que les dispositions de cette loi, s'appliquaient à tous partages de biens communaux effectués avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêts du conseil, d'ordonnances des États et autres émanés des autorités compétentes, conformément aux usages établis ; mais il innova dans son article 2, en prescrivant que les décisions des conseils de Préfecture, en cette matière, ne seraient exécutoires qu'après décret confirmatif rendu sur l'avis du Conseil d'État et le rapport du ministre de l'Intérieur. Cette innovation eut sans doute pour motif l'importance et la diversité des intérêts subordonnés au maintien ou à l'annulation des partages. La loi de ventôse avait admis en outre à devenir propriétaires incom-

mutables, sous certaines conditions, les détenteurs qui, ne pouvant justifier d'aucun titre écrit, se trouvaient avoir défriché ou planté le terrain, élevé des clôtures ou fait des constructions (art. 3). Mais cette loi, il faut bien le dire, demeura presque complètement inexécutée, et les usurpations s'étaient tellement multipliées depuis 1793 que dans certains départements où des partages avaient eu lieu à cette époque, il devenait de plus en plus difficile de reconnaître quelle portion de communaux avait été attribuée à tel ou tel individu en vertu de ces partages, et jusqu'à quel point on avait étendu cette part par le fait de l'usurpation. Ces divers actes législatifs abrogeaient la plupart des dispositions contenues dans la loi de 1793 (majorité du tiers des habitants, gratuité du partage). Mais ils ne visaient pas le principe même. En fait il continua à y avoir des partages. La preuve en est qu'un décret du 20 juin 1806 substitua le partage par feu ou par famille au partage par têtes.

## SECTION II

### **Restauration et Monarchie de juillet**

Avec la Restauration s'ouvre une ère de paix et d'activité intérieure. On fait des communaux une étude scientifique. Cela est important à noter, il semble qu'on veuille dégager cette question des passions politiques

qui l'avaient troublée jusque-là. On évalue les heureux effets d'une amélioration de ces biens. Mais le souvenir des abus engendrés par la loi de 1793, fait de plus en plus prévaloir l'idée que cette amélioration doit s'obtenir en dehors de tout partage de propriété entre habitants. C'est une époque de protection agricole et l'ordonnance intervenue le 23 juin 1819 mettra fin à l'état de choses antérieur. On peut dire avec vérité que toute la législation moderne concernant la réintégration des communes dans leurs droits sur les communaux usurpés repose sur cette ordonnance. Elle enjoint aux administrations locales de se livrer sans délai à la recherche et à la reconnaissance de tous les biens d'origine communale dont l'occupation ne résulte d'aucun acte de concession ou de partage écrit ou verbal. Elle invite les détenteurs à faire, dans le délai de trois mois, la déclaration des biens dont ils jouissent sans droit, ni autorisation, et elle les maintient en possession définitive des biens déclarés, sous la condition d'une soumission par écrit de payer les quatre cinquièmes de leur valeur, déduction faite de la plus value résultant des améliorations. Enfin, elle affirme de nouveau la compétence attribuée en cette matière aux conseils de préfecture par la loi de ventôse, an XII.

L'ordonnance de 1819 eut donc l'heureux effet de régulariser la situation des biens communaux. Les choses en restèrent là jusqu'à la loi du 18 juillet 1837

qui régla les attributions des Conseils municipaux. Dans cette loi, on ne parla pas de partage. Ce silence est d'autant plus significatif que la question avait été soulevée à deux reprises à la Chambre des députés en 1833 et 1834. On avait proposé l'article suivant : « Quand le  
 « Conseil municipal aura jugé qu'il est de l'intérêt de  
 « la commune d'opérer le partage des fonds de toute  
 « nature possédés en commun,..... le Préfet ordonnera  
 « une enquête. Le Conseil municipal délibérera à  
 « nouveau et cette délibération ne sera mise à exécution  
 « que sur avis conforme des conseils de département et  
 « d'arrondissement et après l'approbation par une  
 « ordonnance royale délibérée au Conseil d'État ».

Le Gouvernement et la Chambre des Pairs avaient repoussé cette disposition. Aussi si les résultats agricoles de la loi de 1837 furent peu appréciables, cela tient en majeure partie à cette exclusion absolue du partage. Cependant l'administration limitée de celui-ci n'aurait rien eu d'inconciliable avec la réaction que la loi de 1793 avait provoquée. Le partage, décrété comme mesure générale, soulèvera toujours les mêmes plaintes. Il demande à être adopté dans certaines circonstances pourvu qu'il ne soit pas imposé partout.

Telle était la question vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle. L'administration de la propriété communale laissait beaucoup à désirer ; les biens communaux, abandonnés pour la plupart à la jouissance commune et en nature,

demeuraient à peu près stériles ; aussi, le 31 mars 1847, la Chambre des pairs fut-elle à nouveau saisie de la question. Le comte Daru, dans un remarquable discours s'éleva avec violence contre la jouissance indivise des communaux. « Quand il s'agit de les mettre en culture, « dit-il, de les entretenir ou de les améliorer, lorsqu'il « est besoin pour cela d'une certaine avance de temps « ou de capitaux, on ne trouve pas un individu qui « consente à accepter ou à prendre à son compte ces « devoirs, cette partie des attributs de la propriété, et « c'est par une raison bien simple, parce que la jouis- « sance est indivise. Quand on n'est pas sûr de récolter « ce qu'on aura semé, on ne sème pas. On ne donne « pas son travail et son épargne pour que d'autres en « viennent profiter ou en partager le profit (1) ».

L'année suivante, le 28 août 1848, le Gouvernement soumit à l'Assemblée nationale un projet de décret sur la mise en valeur des communaux. Il déclarait obligatoire, non pas le partage, mais la mise en culture pour toutes les communes de la République, on leur laissait le choix des moyens tout en rendant l'action obligatoire. C'est en vue de ce projet de loi qu'on avait dressé en 1845-46, le premier inventaire méthodique des biens communaux. Ce projet fut soumis à « une grande consultation nationale », l'examen des conseils généraux.

(1) *Moniteur*, 1<sup>er</sup> avril 1847.

C'était là une heureuse initiative. Le Conseil général, issu de l'ancienne assemblée provinciale, tient une situation intermédiaire entre la municipalité parfois aveuglée par des minuties ou gênée par des compétitions personnelles et les assemblées législatives qui ne peuvent se rendre un compte exact des nécessités locales. Il domine les querelles de clocher et connaît la région qui l'a élu ; c'étaient de puissantes raisons pour demander à ces corps leur avis sur le sort des communaux.

Les comptes rendus des sessions des Conseils généraux en 1848-49, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, les mémoires remis par les subdélégués d'Auvergne, fournissent les avis les plus opposés. Pourtant la majorité fut favorable au projet gouvernemental. Dans cette diversité extrême, on sent une telle complexité d'aspirations, que l'inanité des lois absolues de la période révolutionnaire apparaît mieux encore. Les motifs les plus différents entrent en jeu ; l'usage, les traditions, les méthodes de culture jusqu'alors employées, la qualité, l'étendue, la position des biens.

On demandera une consultation analogue aux Conseils généraux en 1863-64 ; à part quelques détails, les réponses seront identiques ; et l'idée qui dominera toujours sera celle qu'exprimait le Conseil général de la Gironde : « Un mode unique d'exploitation ne peut  
« être adopté pour toute la France ».

## SECTION III

## Vœux de 1847-1848 et de 1863-1864.

Il nous faut maintenant examiner simultanément les vœux de 1848 et 1863 pour extraire de ces documents ce qui concerne le partage de propriété (1). Ils admettent qu'il doit rester prohibé en principe mais ils suggèrent aussi des idées dont quelques-unes pourraient, aujourd'hui encore, donner d'heureux résultats.

Il y a lieu de distinguer selon la nature du partage :

1° Le partage de propriété, à titre onéreux, peut être autorisé. On entend par là une vente à laquelle ne prendront part que les véritables intéressés : les habitants ayant droit à la jouissance du communal. Ce n'est donc pas une vente douée de concurrence et de publicité.

2° Mais le partage gratuit doit être interdit, et par suite il faut se tenir en garde contre les partages fictivement onéreux. La pratique a confirmé ces craintes et

(1) NOTE. — Nous ne nous occupons que du partage de propriété, car si nous voulions passer en revue tous les différents modes de mise en valeur des communaux, (exploitation directe par la commune, jouissance commune, amodiation, allotissement, aliénation), étudiés dans les enquêtes de 1847 et de 1863, nous nous écarterions de notre sujet et de plus cela nous conduirait à une étude beaucoup trop longue exigeant à elle seule plusieurs chapitres.

les tribunaux ont toujours annulé les partages qui paraissaient n'avoir été conclus que *nummo suo* (1).

Le partage à titre gratuit des communaux, était refusé parce que, prétendait-on, l'on n'hérite pas d'une personne vivante ; avant de déclarer ouverte, au profit des habitants la succession des communes, il faudrait que celles-ci eussent cessé d'exister. C'est là un argument sérieux. Mais certains se demandent si la rigueur des principes doit toujours être maintenue dans la pratique. Ne peut-il pas arriver que des partages même gratuits soient nécessaires ? Par exemple si le communal stérile, délabré, doit donner un profit trop mince pour que l'on consente à ajouter aux frais de culture le prix de l'amodiation, ou des partages onéreux.

Dans certains départements, voyons nous encore, l'intérêt évident des populations a fait écarter la rigueur des principes (2). Le mouvement y est au partage, très nettement dessiné, très hostile à la propriété commune et stérile. Pour y aboutir et pour qu'il soit gratuit on a recours à des moyens détournés ; parfois on tente une sorte de partage successoral. On se sert de préférence du système de la vente par lots désignés et offerts ! Parfois on s'entend dans les villages pour se partager

(1) Voir deux avis du Conseil d'État des 21 février et 16 mars 1838.

(2) Il ne s'agit pas ici d'une sorte de partage de propriétés privées possédées par indivis, que l'on a confondu à tort avec les partages des communaux.

matériellement le terrain, on le répartit en lots au moyen de piquets ou de bornes, et les paysans s'engagent par les serments les plus absolus à les respecter scrupuleusement. Le partage s'effectue et les copartageants ont en main une propriété de fait, sans base juridique, et par suite insusceptible d'être aliénée. La prescription ne pourra s'opérer.

Cette façon de procéder serait excellente, si elle ne créait une propriété factice que le mauvais vouloir d'un seul pourra réduire à néant. Aussi c'est là qu'une législation devrait autoriser, légitimer le fait. Ces partages sans garanties suffisantes peuvent nuire dans certaines circonstances à l'intérêt public et aux règles de l'équité ; ils les serviraient au contraire sans restriction s'ils avaient pour eux l'autorité du droit.

En 1863-64 certains départements dont les communaux étaient sectionnés, demandèrent le partage et entre autres ceux d'Auvergne : le Puy-de-Dôme, le Cantal et la Haute-Loire. Mais sur quelle base devait-on établir la répartition ?

Divers systèmes étaient proposables : le partage par têtes après la triste expérience de 1793, personne ne voulait en entendre parler.

On pouvait aussi attribuer à chaque propriétaire une part proportionnelle à l'étendue de son domaine.

En 1869, le Cantal proposa un partage facultatif établi en raison de la contribution foncière de chacun

des ayants droit et du nombre des membres de sa famille, moyennant une redevance perpétuelle fixée sur le tiers au plus et le dixième au moins de la valeur réelle. Le danger de ce système était de donner une prime aux plus riches propriétaires.

Le partage par feux fut préconisé en général par les Conseils généraux ; déjà en honneur à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, il avait été consacré par le Conseil d'État, en 1805 et par le décret du 20 juin 1806.

#### SECTION IV

##### Projet de 1868.

La commission de 1863 étudia la question jusqu'en 1868 ; le 14 mai, M. Aucoc, rapporteur, remit au Ministre de l'Intérieur le projet de loi qu'elle avait élaboré.

Ce projet établissait deux régimes différents : « un régime commun » s'appliquant à tous les communaux en général et « un régime spécial » pour les départements où les sections communes abondaient et parmi lesquels étaient compris ceux d'Auvergne.

A. — Au moyen du régime commun, on donnait aux Conseils généraux le pouvoir d'obliger les communes à mettre en valeur tout ou partie de leurs biens, soit par amodiation aux enchères, soit par concession de jouis-

sance, moyennant redevance, de lots d'égale valeur aux ayants droit à la jouissance commune.

B. — Le régime spécial s'appliquait aux biens sectionnaires des départements désignés. On pouvait d'abord y recourir aux modes généraux de mise en valeur, mais on avait la faculté, soit de concéder en toute propriété, soit d'allotir la jouissance par lots d'égale valeur entre les propriétaires ayant feu dans la section, sauf le cas où des titres authentiques ou usages locaux auraient justifié une autre base de répartition.

Au Conseil général revenait encore le pouvoir de régler ces questions ; pouvoir souverain, sous la réserve que le prix à payer par les concessionnaires en toute propriété, ne dépasserait pas le tiers et atteindrait le cinquième de la valeur des lots et d'autre part que la durée des allotissements de jouissance ne serait pas inférieure à 9 ans, ni supérieure à 27 ans.

En cas de concession en toute propriété, une portion, le dixième au moins, devait être versée dans la caisse communale pour être consacrée aux besoins généraux de la commune.

Cette législation pouvait avoir des résultats excellents et la distinction fondamentale du projet était rationnelle.

On autorisait le partage à prix réduit dans les départements qui n'avaient cessé de le réclamer à raison de

la forme sectionnaire qu'y avait la propriété commune ; on donnait satisfaction aux vœux de 1863.

Dans les autres départements, on contraignait les communes à mettre en valeur cette propriété, et, dans ce but, on faisait intervenir, à très juste titre, les Conseils généraux, pouvoir intermédiaire et pondéré.

On a reproché à tort à M. Aucoc « d'élever toutes les sections de France à la hauteur de communes ». Son but était simplement, d'autoriser dans certaines régions déterminées, le seul mode possible de mise en valeur et de ne pas laisser périr les communaux.

Or, il est de stricte équité que les usufruitiers seuls viennent au partage de ces propriétés ; les habitants de la section ont, sur les biens dont elle est propriétaire, un droit que n'ont pas les autres habitants de la commune. Il est vrai, d'autre part, qu'ils profitent de l'administration générale de la commune : « on arriverait, « dit M. Aucoc, à concilier les droits des sections avec « les nécessités de la pratique, si l'on ne faisait payer « aux habitants admis au partage, qu'une partie de la « valeur des biens attribués, et si, par compensation, « on admettait que les sommes versées par eux seraient « employées au paiement des dépenses générales de la « commune, sans qu'on eût à tenir compte de la valeur « des biens de chaque section. »

Cette solution, adoptée par le projet de 1868, était

ingénieuse et mettait fin à des difficultés que les relations quotidiennes de la campagne enveniment aisément.

Le projet de 1868, le dernier relatif aux communaux, disparut avec l'Empire. Depuis cette époque, il n'a pas été renouvelé et les biens communaux n'ont été l'objet d'aucune réglementation.

---

## CONCLUSION

---

Le projet de 1868 présentait cet avantage inappréciable de tenir compte des milieux, de ne prescrire aucune mesure générale, absolue. Il admettait que le partage était parfois nécessaire ; enfin il fixait définitivement la compétence pour les litiges que ce partage pouvait susciter.

Ce projet donne à l'État une initiative modérée, compatible avec l'indépendance des communes et justifiée par l'utilité générale. Il est dommage qu'il ait été abandonné, car il aurait pu donner des résultats très appréciables, tandis que nos communaux sont encore bien négligés. Ils ont pourtant une valeur primordiale dans notre domaine foncier ; leur étendue seule montre quels bénéfices l'agriculture pourrait en tirer. En Auvergne en particulier il reste une masse importante de communaux dont il importerait de tirer parti. Malheureusement l'état de chose actuel tendra toujours à se perpétuer par suite de l'ignorance et de l'esprit de routine répandus trop souvent dans les campagnes et au sein même des

conseils municipaux et cette situation n'est pas moins nuisible aux intérêts des communes qu'à ceux de l'agriculture. Ne voit-on pas, en effet, chaque jour, les communes les plus riches en biens communaux, obligées de recourir à des emprunts, à des souscriptions volontaires, à des impositions extraordinaires faute des ressources nécessaires pour satisfaire à leurs besoins les plus urgents ; tandis que ces mêmes biens communaux soumis en tout ou en partie à un mode d'administration plus avantageux, soit amodiés, soit allotés, soit concédés à titre onéreux, soit enfin aliénés aux enchères au profit de la commune, procureraient un revenu plus ou moins élevé, selon le mode adopté par le Conseil municipal, en tout cas incontestable. Quant à l'agriculture, elle est intéressée au plus haut degré à la mise en valeur des communaux. La plupart des économistes, pour ne pas dire tous, reconnaissent qu'en augmentant de 200.000 hectares (chiffre inférieur à la portion stérile des communaux) les terres emblavées, la France se suffirait largement à elle-même et s'affranchirait du tribut qu'elle paye à l'étranger dans les années de disette, pour les céréales dont elle manque (1). La mise en culture des communaux en friche aurait encore pour résultat l'aug-

(1) Dans un rapport à la Chambre des Pairs, M. Dupin disait également que : « Si l'on avait accru seulement de huit millièmes la « proportion des terres emblavées, la France se serait complètement « suffi à soi-même ». (Séance du 20 juillet 1847).

mentation du travail dans les campagnes, la hausse des salaires et la diminution de l'émigration, ce fléau de l'agriculture. Alors même que l'administration locale persisterait, au grand détriment de l'agriculture et des intérêts communaux, à maintenir en tout ou en partie seulement la jouissance indivise et en nature, ne serait-il pas souverainement sage de réglementer cette jouissance, de soumettre les habitants qui en tirent profit à des taxes communales, de restreindre autant que possible, par une administration prévoyante, l'exercice et les inconvénients nombreux de la dépaissance commune.

Les prés qui comprennent la plus grande partie des biens communaux, ont besoin de soins pour ne pas se détériorer. Il faut creuser des rigoles pour l'écoulement des eaux, arracher les joncs et les mauvaises herbes, niveler les terrains, ensemercer parfois. On ne trouve nulle part des bras et des fonds pour faire de pareils travaux. Mais dès que le temps permet d'y envoyer des bestiaux, on voit accourir vingt, trente fois plus d'animaux que le sol ne peut raisonnablement en contenir, et ce sol foulé, piétiné sans cesse, n'est plus bientôt un moyen de subsistance, mais seulement un lieu de parcours.

En cette matière tout doit donc être réglementé ; sinon l'abus de la jouissance mène à la perte des avantages qui pourraient en être retirés. Du reste, soit qu'il s'agisse de marais, de prés, de tourbières, de terres vaines et

vagues, et de bois, en un mot de cette sorte de propriété communale soumise à la jouissance commune et en nature ; soit qu'il s'agisse, au contraire, de terres cultivées en allotissement, ou amodiées, ou susceptibles d'être partagées à titre onéreux ou même d'être aliénées aux enchères, il est hors de doute que d'immenses améliorations restent à introduire dans l'administration de la propriété communale et qu'elles ne peuvent se réaliser que par l'initiative des Conseils généraux, aidés des conseils municipaux, et des populations, par l'adoption de modes d'administration et de jouissance plus conformes aux véritables intérêts communaux, par l'exploitation plus intelligente des terrains abandonnés à la jouissance commune, par la mise en valeur des marais et terres incultes et autres biens communaux. Des lois existent, des décisions s'élèvent contre les partages que réclament parfois les habitants.

Il est pourtant des cas où ils sont nécessaires et on devrait tenir compte que souvent ce qui sauve les principes, ce sont les exceptions équitables, les tempéraments par lesquels il faut savoir les fléchir à propos. Il appartiendrait aux Conseils généraux de veiller à ce que le partage n'affectât pas d'un coup la totalité du communal et à ce que sa fusion en biens privés s'effectuât progressivement. Mais si les communes ne veulent pas ou ne peuvent pas adopter le partage de propriété, qu'elles n'oublient pas cependant que le partage de jouis-

sance est encore préférable à l'état de compascuité gratuite et qu'au double point de vue politique et moral, concéder, même temporairement, un lot de terre labou-rable à un chef de ménage, c'est en faire un cultivateur, dévoué aux idées d'ordre et de travail, attaché au sol qu'il met en valeur ; c'est lui mettre entre les mains les moyens d'assurer l'existence et le bien-être de sa famille. Ces sortes de partage qu'on appelle ordinaire-ment lotissement ou allotissement sont assez communs en Auvergne et en particulier dans le Puy-de-Dôme, il conviendrait de les étendre davantage. C'est là, à notre sens, le moyen le plus sûr pour venir en aide aux besoins toujours croissants des communes, mettre un terme à la jouissance abusive des communaux. C'est le plus efficace pour développer en France le progrès de l'agriculture, objet de nos désirs, but suprême de nos efforts. Car « l'agriculture est le premier des arts de la paix (1) ».

---

(1) (Adresse au Sénat, 1866).



## APPENDICE

---

### **Traité entre M<sup>r</sup> Neiron, seigneur du Buisson et les habitants des Aunat du 2<sup>e</sup> may 1729.**

Furent présens Jozeph Neiron de Chirouze, fils héritier bénéficié de deffunt M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Anthoine Neiron, vivant seigneur du Buisson, Les Aunat, Cros et La Tartière ; ledit s<sup>r</sup> Neiron de Chirouze, résidant au bourg de S<sup>t</sup> Pardoux estant de présente en ce village d'Aunat Soubre, paroisse de Bagnols faisant pour luy et les siens, d'une part.

Et M<sup>re</sup> Michel Marie Fouilhat, prestre et communaliste de la paroisse dud. Bagnols, hant (1) aud. village d'Aunat, Pierre Fouilhat, son frère aussi hant (1) dud. village d'Aunat, faisant tant pour eux en solidité et sen division que pour Louise Gravière, femme dudit Pierre Fouilhat et belle-sœur dud. s<sup>r</sup> Fouilhat, prestre, Lequel faisant et prenant en main pour messieurs Les prestres et communalistes dud. Bagnols avec promesse de faire agréer et ratiffier ces présentes à peine ix (2) autre Pierre

(1) Abréviation pour habitant.

(2) La lecture de ces deux lettres que nous retrouverons en plusieurs endroits n'est pas douteuse. C'est un sigle difficile à expliquer, mais dont le sens paraît être l'équivalent de *et cætera*. Il accompagne les premiers mots de clauses de style que le notaire a jugé inutile d'insérer textuellement dans sa minute.

Fouilhat, François Fouilhat, Jean Bernard, Pierre Bernard, François Ladevie, Pierre Sautarel, Michel Sautarel, Jozeph Saint-Royre, Jean Montet. François Gendron, mary de Margueritte Ladevie, Jacques Channet, mary de Jeanne Goygoux, Blaize Saint-Royre, fils à Jacques, Michel Sautarel comte, Guilhaume Ribber, Michel Sauvat, Léonard Dhouet, Michel Vialler tous habitanz dud. village d'Aunat Soubre; George Fumat, Jacques Massias faisant pour Estienne Massias, son père, Jacques Espinasse, Louis Espinasse, faisant pour luy que pour François Espinasse, son père, Anthoine Rodde, Pierre Rodde, Jacques Boyer, Michel Espinasse. Jozeph Chaudière, mary de Margueritte Sautarel, Jean Espinasse, Guilhaume Sauvat et François Sautarel tous laboureurs, habitants du village d'Aunat-Soutre, paroisse dudit Bagnols, faisant pour eux et Les Leurs à perpétuel, d'autre partie.

Lesquelles parties de Leur bon gré ix présentes et acceptantes ont fait La transaction, pactes et conventions qui s'ensuivent scavoir est que pour partager et divizer les fraux et communaux qui sont en commun et Indevis entre Led. seigneur du Buisson et Lesd. habitans desd. Aunat Soubre et Soutre pour en estre délaissé un tiers aud. seigneur du Buisson et Les autres deux tiers auxd. habitanz desd. Aunat. Ils ont convenu d'expert unanimement Des personnes de Pierre Goygoux, marchand habitant du village de Leyssard, paroisse de Tremouille Saint Loup et François Ferreyrol, m<sup>d</sup> menuisier habitant du village de Juilhe, paroisse dud. Bagnols, Entre les mains desquels Lesd. habitans desd. villages, desd. Aunat ont promis mettre la Lieve des cens deubs aud. seigneur du Buisson dans huit jours prochains affin de pouvoir procéder par Lesd. Experts aud. partage sur lad. Lieve à raison de ce que un chacun desd. habitans se trouveront debvoir dud. cens à Lad. seigneurie, Lesquels experts seront tenus de travailler aud. partage dans un mois en suivant, consentant Lesd. habitants que Led partage

qui sera fait par Lesd. Experts soit juste et sorte effet sen pouvoir revenir contre pour quelque occasion que se puisse estre Lequel Neiron de Chirouze en la susd. qualité de seigneur du Buisson et Les Aunat a promis ausd. habitants de faire procéder aud. partage dans le susd. temps par Les susd. experts, fournir aux frais qu'il conviendra faire pour icelhuy et payer les journées et vacations desd. Experts Et La somme à laquelle se trouvera monter les deux tiers des frais dud. partage tous les susd. habitants ont icelle promize payer aud. s<sup>r</sup> Neiron de Chirouze lors et au temps que led. partage sera fait et fini, par lesd. experts Et ce suivant que un chacun en debvra supporter sen aucune diminution des cens deubs par Lesd. habitans aud. seigneur du Buisson car ainsy l'ont voulu lesd. parties à ce faire Et à L'entretienement de ce que dessus chacun en droit soit, ont obligé Leurs biens une exécution ix renoncé ix soumis, ix fait passé aud. village d'Aunat Soubre maison dud. m<sup>re</sup> Michel Marie Fouilhat prestre, es présence de Ligier Force, marchand, habitant du village de Besset susd. paroisse, soussigné avec lesd. habitants qui l'ont seu faire et d'Anthoine Bellon lab<sup>r</sup> du village d'Orbevialle, paroisse de Chastreix. Lequel et Les autres hanz ont déclaré ne scavoir signer de ce requis Le second may mil sept cent vingt neuf après midy.

*Suivent les signatures de :* Neiron du Buisson, Foulhat p<sup>re</sup>, Foulhat, F<sup>s</sup> Foulhiat, Bernard, P. Foulhat, Fumat, Espinasse, Bernard, Joseph Saint Royre, Antoine Rodde, Michel Sautarel, . . . . . , Force

*et.* BARADUC, notaire royal.

Con<sup>lle</sup> à S<sup>t</sup> Sauve Le quinze may mil sept cent vingt neuf.  
Cinq Livres huit sols.

*Signé :* MABRU.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                   | PAGES |
|-------------------|-------|
| INTRODUCTION..... | 3     |

### PREMIÈRE PARTIE

|                                                      |    |
|------------------------------------------------------|----|
| Des partages antérieurs à 1760.....                  | 23 |
| CHAPITRE PREMIER. — DU TRIAGE DES COMMUNAUX... ..    | 23 |
| CHAPITRE DEUXIÈME. — DES PARTAGES ENTRE HABITANTS... | 35 |

### DEUXIÈME PARTIE

|                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les enquêtes de 1768 et de 1780.....                                                                                        | 51 |
| CHAPITRE PREMIER. — MESURES PRÉLIMINAIRES ET PROJET DE<br>M. D'ORMESSON.....                                                | 51 |
| CHAPITRE DEUXIÈME. — ENQUÊTE DE 1768.....                                                                                   | 63 |
| Section I : Était-il de l'intérêt général de décider le par-<br>tage des communaux en Auvergne?.....                        | 64 |
| Section II : Le partage était-il utile dans la montagne<br>ou dans le pays coupé, dans la limagne ou dans le<br>marais..... | 75 |

## 140 PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX EN AUVERGNE

|                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| a) La montagne.....                                                                                            | 76  |
| b) Le pays coupé.....                                                                                          | 78  |
| c) La limagne.....                                                                                             | 79  |
| d) Le marais.....                                                                                              | 80  |
| <i>Section III</i> : Modes de partage et conséquences.....                                                     | 81  |
| <i>Section IV</i> : Influence du partage sur les pauvres, les journaliers et en général sur la population..... | 86  |
| <i>Section V</i> : Des frais et des disputes ou procès qui pourront résulter du partage des communaux.....     | 94  |
| <b>CHAPITRE TROISIÈME. — LE PROJET NECKER ET SES RÉSULTATS.</b>                                                | 101 |

### TROISIÈME PARTIE

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Chapitre unique. — La question du partage des communaux de la Révolution à nos jours.....</b> | 113 |
| <i>Section I</i> : Révolution et Empire.....                                                     | 113 |
| <i>Section II</i> : Restauration et monarchie de juillet.....                                    | 117 |
| <i>Section III</i> : Vœux de 1847-1848 et de 1863-1864.....                                      | 122 |
| <i>Section IV</i> : Projet de 1868.....                                                          | 125 |
| <b>CONCLUSION.....</b>                                                                           | 129 |
| <b>APPENDICE.....</b>                                                                            | 135 |